

Paysage des coalitions en 2025

Cartographie de la collaboration
dans le secteur de la coopération
internationale au Canada



Table des matières

Remerciements	3
Liste des acronymes	4
Comment lire ce rapport	4
Sommaire exécutif	5
Introduction et méthodologie	9
Objet et portée	9
Contexte	9
Méthodologie et approche	10
Définir et évaluer les coalitions	11
La valeur ajoutée des coalitions canadiennes	12
Principales conclusions	14
Aperçu de l'écosystème	14
Collaboration	16
Barrières et lacunes	19
Financement et mécanismes de financement	22
Priorités stratégiques	24
Plaidoyer et gouvernance	24
Équité et inclusion	24
Résilience financière	25
Engagement du public	25
Conclusion et recommandations	26
Conclusion	26
Recommandations	26
Implications	28
Annexe 1 : Information sur les coalitions	29
Annexe 2 : Profils de coalitions	31

Remerciements

L'initiative de cartographie des coalitions sectorielles a été financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et menée par Coopération Canada. Le présent rapport a été rédigé par Erin MacLeod et Nicole Dagher, consultant·es indépendantes, à partir de données recueillies entre juillet et octobre 2025, ainsi que de constats issus des rapports Paysage des coalitions de 2011 et de 2014.

Ce rapport n'aurait pas été possible sans la généreuse participation des coalitions, des réseaux et des groupes de travail du secteur canadien de la coopération internationale. Nous exprimons notre profonde gratitude à toutes les personnes qui ont consacré leur temps et partagé leurs réflexions et leur expertise dans le cadre du sondage, des entrevues approfondies et des discussions.

La préparation du rapport a également bénéficié du soutien, des perspectives et de la collaboration du Comité consultatif sur la cartographie des coalitions :

- Sharon Armstrong, directrice générale, Partenariats d'aide internationale et coordination stratégique, Affaires mondiales Canada
- Jodene Baker, vice-présidente, Recherche, mobilisation et relations externes, Imagine Canada
- Jessica Ferne, directrice, Impact en santé mondiale, Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants
- Maggie Gorman Vélez, vice-présidente par intérim, Stratégie, régions et politiques, Centre de recherches pour le développement international (CRDI)
- Katharine Im-Jenkins, directrice générale, Fonds Égalité
- Jean-Marc Mangin, président et directeur général, Fondations philanthropiques Canada
- Kevin McCort, président et directeur général, Vancouver Foundation
- Solange Mudahogora, gestionnaire nationale de programme, Réseau de coordination des conseils provinciaux et régionaux de la coopération internationale (Réseau de coordination des conseils)
- Paloma Raggo, professeure agrégée, directrice du projet Charity Insights Canada, Université Carleton
- Mandeep Tiwana, co-secrétaire général par intérim et chef, Données probantes et engagement, CIVICUS
- Mike Wright, directeur de l'adhésion et des communications, Bond

Erin et Nicole tiennent à remercier Andy Ouedraogo et Shannon Kindornay de Coopération Canada pour leur généreux soutien, leurs contributions et la coordination logistique.

Liste des acronymes

IA	Intelligence artificielle	GPHP	Groupe pour la politique humanitaire et le plaidoyer (GPHP)
GPA	Groupe politique des amériques	RRH	Réseau de réponse humanitaire
AQOCI	Association québécoise des organismes de coopération internationale	GISLC	Groupe international de surveillance des libertés civiles
FCIID	Forum canadien pour l'investissement d'impact et le développement	RCC	Réseau de coordination des conseils
RPCDI	Regroupement des professionnels canadiens en développement international	CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CanSFE	Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants	MCIC	Manitoba Council for International Cooperation
ACEDI	Association canadienne pour l'étude du développement international	MEAL	Monitoring, evaluation, accountability and learning
RACB	Réseau d'action canadien en biotechnologie	NGGC	Northern Council for Global Cooperation
CCCI	Conseil canadien en coopération internationale	ONG	Organisation non-gouvernementale
GTCPIE	Groupe de travail canadien sur la politique internationale en matière d'éducation	OCIC	Ontario Council for International Cooperation
RCRCE	Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises	APD	Aide publique au développement
CQFD	Collectif québécois des féminismes en dialogue	SCIC	Saskatchewan Council for International Cooperation
OSC	Organisation de la société civile	ODD	Objectifs de développement durable
PAIF	Politique d'aide internationale féministe	PMO	Petites et moyennes organisations
AMC	Affaires mondiales Canada	UNSCR	United Nations Security Council Resolution
		RFPS-C	Réseau Femmes, Paix et Sécurité Canada

Comment lire ce rapport

Le rapport *Paysage des coalitions en 2025* vise à offrir à la fois une vue d'ensemble et un portrait détaillé de l'évolution des coalitions au sein du secteur canadien de la coopération internationale. Le Résumé exécutif propose une synthèse accessible des principaux constats, tendances et recommandations. Les sections suivantes progressent d'une introduction — comprenant le contexte et un aperçu de la méthodologie (section 1) — vers les principaux constats sur le paysage des coalitions, notamment la nature de la collaboration et les obstacles existants (section 2). La section 3 examine le financement et les mécanismes de financement, et la section 4 porte sur les priorités stratégiques. Chaque section combine des données quantitatives issues des sondages avec des perspectives qualitatives tirées d'entrevues et d'un groupe de discussion. La Conclusion et recommandations (section 5) mettent en lumière des stratégies concrètes pour renforcer l'influence collective et la durabilité. Le rapport peut se lire de manière linéaire ou thématique, selon l'intérêt — qu'il s'agisse des modèles de gouvernance, des réalités de financement ou de la coordination à l'échelle du secteur.

Paysage des coalitions en 2025 :

Cartographie de la collaboration dans le secteur de la coopération internationale au Canada

Sommaire exécutif

Paysage des coalitions en 2025

Le rapport Paysage des coalitions en 2025 propose un portrait actualisé de l'écosystème des coalitions de la coopération internationale au Canada depuis les deux premières cartographies réalisées en 2011 et en 2014. Commanditée par Coopération Canada et financée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), cette initiative explore la manière dont les coalitions sont structurées, gouvernées et financées, la valeur qu'elles apportent au secteur, ainsi que les occasions et les défis auxquels elles font face dans un contexte mondial et national en évolution.

Le rapport s'appuie sur 32 réponses à un sondage, 20 entrevues approfondies et un groupe de discussion tenus entre juillet et octobre 2025. Ensemble, ces apports offrent un instantané de l'évolution de l'organisation collective au sein du secteur canadien de la coopération internationale, qui demeure essentielle à la cohérence du secteur, au plaidoyer et à l'apprentissage, malgré les contraintes financières et les priorités politiques changeantes.

Évolutions clés depuis 2014

Seul un quart des coalitions sondées figurent dans les trois exercices de cartographie (2011, 2014 et 2025), ce qui souligne la fluidité du secteur, où des coalitions émergent, évoluent et cessent leurs activités au fil du temps. Le contexte a aussi profondément changé :

- L'ère de la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) après 2017 a placé au premier plan l'égalité des genres, le climat ainsi que la paix et la sécurité dans la coopération canadienne.
- La transition de leadership fédéral en 2025 annonce un réalignement des priorités internationales.
- L'incertitude mondiale persistante — y compris la réduction de l'aide étrangère des États-Unis et les pressions exercées sur les systèmes multilatéraux — a façonné les environnements de financement et de plaidoyer.

Les coalitions évoluent aujourd'hui dans ce paysage en mouvement, en cherchant à concilier réactivité et influence stratégique à long terme, tout en préservant la cohérence du secteur.

Aperçu de l'écosystème 2025

Un échantillonnage de convenance a été utilisé, complété par la liste des coalitions provenant des deux exercices de cartographie précédents. Cette approche a assuré la continuité avec les études antérieures tout en permettant d'inclure de nouveaux réseaux dans différentes régions et thématiques. Les coalitions consultées présentent une grande diversité de structures et de mandats, allant de groupes de travail informels et de communautés de pratique à des organisations dûment constituées et à des plateformes gouvernement-société civile. Les thématiques sont variées et se chevauchent :

- **droits de la personne** (44 %),
- **égalité des genres** (34 %),
- **santé** (19 %) et
- **climat** (19 %).

Il convient de noter que bon nombre des coalitions incluses dans cette étude travaillent sur des enjeux transversaux tels que l'intervention humanitaire, le développement mené localement et la gouvernance.

Attributs clé

- Le nombre moyen de membres est de **47 organisations, composées en grande partie d'organisations non gouvernementales**, mais aussi d'institutions universitaires et d'entités de recherche, d'organisations locales et de particuliers.
- 56 % sont officiellement enregistrées ; 52 % disposent d'un secrétariat dédié.
- 68 % du personnel sont des femmes ; l'engagement bénévole reste élevé.

Les coalitions identifient leur fonction principale comme étant le **plaidoyer** (88 %) **et la coordination** (78 %), suivis par **l'apprentissage et l'échange de connaissances** (environ 75 %), le **renforcement des capacités** (66 %) et **l'engagement public et les campagnes** (59 %).

La valeur des coalitions

Les coalitions continuent de prouver leur efficacité en tant que moteurs de la voix collective, de la coordination et de l'apprentissage. À travers les enquêtes et les entretiens, cinq domaines de valeur ont été systématiquement identifiés:

1. **Une voix politique unifiée et un accès aux décideur-euse-s**, renforçant la visibilité et l'influence ;
2. **Une coordination stratégique**, réduisant les doublons et harmonisant les messages ;
3. **Un apprentissage entre pairs et un partage des connaissances** qui renforcent les connaissances sectorielles ;
4. **Un renforcement des capacités** grâce à des outils et des formations communs ; et
5. **Une inclusion intentionnelle**, permettant la participation d'acteur-trice-s plus modestes, francophones, jeunes, autochtones et du Sud.

De nombreuses coalitions servent également d'espaces sûrs pour mener des actions de plaidoyer sensibles et établir des ponts avec le secteur humanitaire, du développement et des droits humains.

Collaboration au sein d'une coalition

Bien que la collaboration entre les coalitions soit inégale, elle existe bel et bien, et plus de la moitié d'entre elles font état d'une collaboration régulière ou étroite. L'engagement numérique s'est considérablement développé depuis 2014, avec l'utilisation généralisée de webinaires, de bulletins d'information et de plateformes de collaboration pour soutenir la communication et l'apprentissage collectif.

Défis et lacunes

Malgré leurs atouts, les coalitions sont confrontées à des pressions interdépendantes. La **fragilité du financement** reste le principal défi, avec un soutien de base limité et une dépendance excessive à l'égard du travail à court terme, basé sur des projets ou bénévole. La **gouvernance et la continuité du leadership** sont mises à rude épreuve par l'épuisement professionnel et le roulement du personnel. La **visibilité et la capacité de communication** sont inégales, ce qui affecte la présence publique et l'influence politique. De plus, la **mesure de l'impact** est généralement informelle, axée sur la participation et l'influence perçue plutôt que sur des systèmes formels de responsabilité. Les coalitions sont également confrontées à des **tensions en matière de cadrage et d'idéologie**, à des défis liés à la **représentation dans la prise de décision** et à des difficultés persistantes pour mettre en œuvre les engagements en faveur du développement local et de la décolonisation.

Réalités du financement

Si la majorité des coalitions font état d'un financement stable à court terme, beaucoup anticipent une réduction des budgets et un changement des priorités des donateur·trice·s au cours des deux prochaines années. Quelques-unes bénéficient d'un soutien prévisible, mais la plupart dépendent de modèles fragiles ou basés sur le bénévolat. Les coalitions explorent donc des adaptations créatives, notamment le partage des services administratifs, la mise en commun des communications et la collecte de fonds conjointe, afin d'étirer leurs ressources limitées. La durabilité passera par la reconnaissance de la coordination comme un élément essentiel et non facultatif.

Orientations stratégiques pour 2025-2030

Pour l'avenir, les coalitions prévoient :

Approfondir le **plaidoyer fondé sur des données probantes** et l'engagement multipartite auprès des gouvernements ;

- Restaurer la **confiance et l'engagement du public** dans la coopération mondiale ;
- Moderniser les **systèmes numériques** et la coordination interne ;
- Élargir et diversifier la **composition et le leadership** ; et
- Intégrer l'**équité, l'anti-racisme, la réconciliation, le développement local et la rémunération équitable** dans la gouvernance et les pratiques.

Les priorités thématiques émergentes comprennent la résilience climatique et alimentaire ; les approches féministes en matière de suivi, d'évaluation, de responsabilité et d'apprentissage ; la cohérence des politiques humanitaires et du lien entre elles ; la protection de l'espace civique ; et l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans les contextes du développement et des droits.

Recommandations

Pour renforcer l'écosystème de coopération internationale du Canada dans un contexte de raréfaction des ressources et d'évolution des contextes politiques et mondiaux, les coalitions devront se concentrer sur quatre domaines interdépendants.

1. **Renforcer la gouvernance, l'alignement stratégique et la coordination des actions de plaidoyer.** Des mandats, des rôles et des processus décisionnels plus clairs, associés à des calendriers de plaidoyer communs, des soumissions conjointes et des messages harmonisés, permettront de réduire la fragmentation et aideront le secteur à présenter une voix cohérente et influente au gouvernement et aux partenaires externes.
2. **Renforcer les capacités collectives grâce à des outils, des apprentissages et une collaboration commun-e-s.** La mise en commun des ressources lorsque cela est possible, l'utilisation de plateformes numériques communes et la promotion de l'apprentissage entre les coalitions amélioreront l'efficacité et la résilience, en particulier pour les coalitions qui fonctionnent avec des ressources formelles limitées. Les échanges entre pairs, les outils développés conjointement et les fonctions de communication coordonnées peuvent encore améliorer le plaidoyer fondé sur des données probantes, la visibilité et la durabilité opérationnelle.
3. **Intégrer l'équité, l'inclusion et les approches locales dans toutes les structures et pratiques.** Les coalitions doivent adapter leurs mécanismes de participation et leurs modèles de gouvernance afin de garantir une représentation significative des jeunes, des francophones, des Autochtones, des pays du Sud et des petites organisations. L'intégration d'approches féministes, anti-racistes et de transfert de pouvoir dans les opérations internes et les partenariats externes permettra aux coalitions de modéliser la transformation des systèmes qu'elles cherchent à promouvoir.
4. **Diversifier les sources de financement, expérimenter des modèles de services partagés et redynamiser l'engagement du public afin de garantir et de pérenniser les ressources.** La résilience à long terme dépendra de sources de financement plus prévisibles et diversifiées. Un engagement plus profond avec le gouvernement et les entités philanthropiques sera également essentiel pour maintenir les fonctions essentielles et la capacité à long terme des coalitions. Le partage du personnel et le cofinancement des rôles de coordination sont des moyens d'étirer davantage les ressources, tandis que des discours publics unifiés sur la valeur de la coopération internationale peuvent rétablir le soutien des Canadien-ne-s et des décideur-euse-s politiques.

Ensemble, ces mesures renforceront la cohérence du secteur, maintiendront la dynamique de plaidoyer et accroîtront la crédibilité et l'impact de l'action collective dans un environnement contraignant. Pour les bailleurs de fonds, il est essentiel de reconnaître le rôle essentiel que jouent les coalitions dans la multiplication des efforts. Les organismes de coordination tels que Coopération Canada sont bien placés pour favoriser les liens entre les coalitions et défendre un discours unifié sur l'importance de la coopération internationale, renforçant ainsi la visibilité, l'influence et le soutien dans tous les écosystèmes.

Perspectives d'avenir

Les conclusions de cette étude reflètent un secteur qui, malgré les pressions financières et politiques, reste innovant, collaboratif et profondément engagé dans la promotion de l'équité et de la justice mondiales. Face à la réduction de l'aide au développement essentielle annoncée dans le budget fédéral de novembre 2025, Coopération Canada et ses membres, y compris de nombreuses coalitions consultées pour cette étude, ont clairement souligné les conséquences considérables de la diminution de l'aide internationale. Outre la poursuite des efforts de plaidoyer en faveur des partenariats mondiaux et des coalitions de coopération internationale, il sera essentiel de rester résilient, adaptable et uni pour garantir un impact continu. Cela impliquera de tirer parti d'un objectif commun, d'une force collective et d'une collaboration stratégique afin que la société civile canadienne reste engagée, visible et efficace dans la construction d'un monde plus juste et plus durable.

L'initiative de cartographie de la Coalition sectorielle a été financée par le Centre de recherches pour le développement international et dirigée par Coopération Canada. Tous droits réservés © Coopération Canada.

Introduction et méthodologie

Objet et portée

Ce rapport intitulé Paysage des coalitions en 2025 s'appuie sur des cartographies antérieures commandées par Coopération Canada (alors le Conseil canadien pour la coopération internationale, CCIC) en 2011 et 2014, qui examinaient comment les coalitions de la société civile canadienne s'organisaient pour influencer les politiques internationales en matière de développement et d'aide humanitaire. Le rapport de 2011 a fourni un premier aperçu de 24 coalitions, de leurs mandats, de leurs structures et de leurs programmes de plaidoyer, à une époque où l'engagement politique collectif était confronté à un environnement politique contraignant. La mise à jour de 2014 a réexaminé bon nombre de ces mêmes réseaux, soulignant la manière dont les coalitions s'étaient adaptées, fusionnées ou évoluées dans le contexte des changements intervenus au sein du secrétariat du CCI et du paysage fédéral.

Une décennie plus tard, Coopération Canada a commandé cette mise à jour afin de refléter un écosystème transformé.¹ L'objectif de cette initiative était le suivant :

- Mettre à jour et élargir les itérations précédentes, en tenant compte des réalités contemporaines et des changements dans l'écosystème ;
- Identifier les possibilités de collaboration entre les coalitions de la société civile et avec des acteur-trice-s externes ;
- Clarifier les priorités, les défis et les lacunes sectoriels, en particulier ceux ou celles qui façonnent l'organisation et l'influence collectives ; et
- Fournir des recommandations concrètes pour éclairer le renforcement futur des coalitions, la coordination et l'engagement intersectoriel.

Alors que les rapports précédents se concentraient principalement sur l'ascension, le déclin et la pérennité des coalitions, l'étude de 2025 explore la manière dont les coalitions sont gouvernées et financées, comment elles collaborent entre les différents domaines thématiques et quelles sont les possibilités de renforcer l'influence collective, l'apprentissage et la coordination dans le secteur de la coopération internationale au Canada. La recherche vise également à éclairer le rôle de Coopération Canada en tant que catalyseur et facilitateur au sein de cet écosystème.

Contexte

Dans l'ensemble, les changements politiques ont façonné les priorités du Canada en matière de coopération internationale, modifié les trajectoires de financement et influencé l'ampleur ainsi que la nature des relations entre l'État et la société civile. Quatre élections fédérales ont eu lieu depuis 2014 (2015, 2019, 2021 et 2025), dont l'une a marqué le passage d'un gouvernement conservateur à un gouvernement libéral. Sous le gouvernement Trudeau, la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) a été lancée en 2017. Celle-ci est intervenue trois

¹ En 2014, le rapport portait sur 28 coalitions. Parmi celles-ci, 12 étaient nouvelles dans la recherche, bien que la plupart existaient déjà avant l'étude de 2011. Dans l'étude de 2025, des changements importants ont bien sûr été observés. Pour obtenir la liste de toutes les coalitions incluses dans l'étude de 2025 et connaître les différences par rapport aux deux études précédentes, celles de 2011 et 2014, consultez l'annexe 1.

ans après la précédente étude de cartographie des coalitions, elle-même façonnée en partie par le plaidoyer et l'influence des coalitions canadiennes, et a annoncé une refonte majeure du programme d'action mondial du Canada. Bien qu'on espérait qu'un gouvernement libéral augmenterait les dépenses de développement, les changements ont été minimes, et les coalitions ont constamment dû faire plus avec moins, comme l'ensemble du secteur.

L'étude de 2025 a été finalisée juste avant la publication du budget fédéral de novembre 2025. Les données d'enquête et d'entretiens reflétaient une préoccupation marquée dans tout le secteur face aux réductions anticipées du financement des priorités internationales, soulignant à quel point les changements de leadership politique continuent d'avoir des répercussions directes sur la viabilité des coalitions, leur orientation stratégique et leur engagement dans les politiques publiques.

Le contexte international a également beaucoup évolué. Le lancement de la PAIF en 2017 a inscrit l'égalité des genres, l'action climatique ainsi que la paix et la sécurité au cœur du cadre d'aide internationale du Canada, en cohérence avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies. Plus récemment, l'issue du cycle électoral de 2024 aux États-Unis a entraîné des changements importants dans la politique d'aide extérieure de ce pays, notamment la suspension de grands programmes d'aide et la restructuration de mandats institutionnels, y compris celui de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Ces évolutions ont alimenté une incertitude plus large au sein de l'architecture de l'aide mondiale et accru la pression sur les systèmes multilatéraux.

Pour les coalitions canadiennes, les implications sont claires : la réduction ou la volatilité du soutien public à l'aide internationale, au Canada comme chez les principaux bailleur-euse-s mondiaux-ales, se traduit par moins de ressources pour les coalitions et pour leurs organisations membres. Seul un petit nombre de coalitions qui ne dépendent pas de financements publics sont moins directement touchées, mais des pressions économiques plus larges menacent également leur stabilité financière.

Méthodologie et approche

Un comité consultatif stratégique a guidé cette étude afin d'en assurer la rigueur, l'inclusivité et l'alignement sur les priorités du secteur. Ce comité a réuni des personnes dirigeantes des milieux gouvernemental, philanthropique, universitaire et de la société civile, notamment Affaires mondiales Canada (AMC), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Fonds Égalité, Fondations philanthropiques Canada, CIVICUS et le Réseau des conseils. Les personnes participantes ont contribué à affiner la portée et la méthodologie, à valider les résultats émergents et à conseiller sur la diffusion afin de maximiser l'impact sectoriel. De juin à octobre 2025, les travaux se sont déroulés en quatre phases interreliées, chacune renforçant l'autre pour accroître la rigueur et la pertinence :

1. Conception du cadre

Les consultant-e-s, en collaboration avec Coopération Canada, ont examiné les études de cartographie des coalitions de 2011 et de 2014 afin de s'appuyer sur leur méthodologie et d'assurer la comparabilité dans le temps.

2. Mobilisation

Une approche à méthodes mixtes a combiné les données d'enquête et d'entretiens pour saisir à la fois l'ampleur et la profondeur des expériences. Un sondage à l'échelle du secteur, élaboré à l'aide de la plateforme KoboCollect, a recueilli des informations sur la structure, l'adhésion, la gouvernance, le financement et la valeur perçue des coalitions. Des entretiens approfondis ont ensuite été menés virtuellement, via Google Meet et Zoom, auprès de personnes représentantes de 20 coalitions, auto-sélectionnées parmi les 32 répondant-e-s au sondage, afin d'explorer plus en profondeur les thèmes clés. L'échantillon couvrait un large spectre, allant de groupes de travail informels et de communautés de pratique à des coalitions formelles et à des entités hybrides reliant l'État et la

société civile. Bien que la recherche visait à inclure des coalitions dirigées par des groupes en quête d'équité ou œuvrant à leur service, la représentation est demeurée inégale en raison du temps limité et de questions liées à la visibilité des réseaux existants. Cette lacune souligne la nécessité de poursuivre les activités de mobilisation et de mettre en place un mécanisme dédié pour joindre les coalitions sous-représentées dans de futures études.

3. Analyse

Les données issues des sondages et des entretiens ont été consolidées afin de favoriser la transparence, la comparabilité et les apprentissages sectoriels à long terme. Des techniques à la fois manuelles et assistées par l'intelligence artificielle ont été utilisées ; le codage thématique et le regroupement (clustering) ont été effectués à l'aide de ChatGPT-50 pour dégager des tendances communes, affiner l'analyse et assurer la cohérence entre les apports qualitatifs et quantitatifs.

4. Validation

Des résultats partiels ont été présentés à deux reprises : d'abord au Comité consultatif stratégique, puis à des représentant·e-s de coalitions et du secteur, pour discussion et validation. Les commentaires issus de ces séances ont permis de préciser les interprétations, de faire émerger de nouvelles pistes d'analyse et de renforcer l'exactitude ainsi que la pertinence globales de l'étude.

Définir et évaluer les coalitions

As Comme en 2011 et en 2014, les coalitions en 2025 continuent d'aborder un large éventail d'enjeux et adoptent des formats tout aussi diversifiés. Le paysage demeure pluriel, englobant des réseaux souples, des groupes de travail informels, des groupes de recherche et des groupes de référence ONG-gouvernement, ainsi que des coalitions plus formelles et des initiatives émergentes. Fait notable, certain·e-s, en 2025, réévaluent aussi leur pertinence et s'interrogent sur la valeur de poursuivre leurs activités en tant que regroupement collectif.



Nous devons réaffirmer l'importance de notre rôle de facilitateur·trice-s de réseau. Les choses se complexifient et cela exige une collaboration plus étroite : travailler ensemble de façon plus concertée et nous assurer de tout mettre en œuvre pour faciliter la collaboration.

La définition utilisée en 2025 pour le terme « coalition » dans le présent rapport demeure fidèle à celle des exercices antérieurs : « un ensemble d'organisations partageant une vision commune qui se regroupent autour d'un axe commun afin de mener un ensemble d'actions collaboratives, principalement liées aux enjeux de politiques publiques du Canada à l'échelle mondiale, sur une période prolongée ». Cette définition inclut les types de coalitions suivants :

- Coalitions formées pour se concentrer sur un enjeu particulier ou un ensemble d'enjeux, menant des activités de recherche, de mobilisation du public et de plaidoyer, et assurant un suivi actif des politiques et de la législation gouvernementales afin d'y réagir ;
- Coalitions plus souvent désignées comme des « groupes de travail », créées pour favoriser l'échange de connaissances sur les pratiques exemplaires et la discussion d'enjeux pertinents ;
- Coalitions établies pour jouer un rôle de médiation entre l'État et un regroupement d'organisations de la société civile (OSC) ;
- Coalitions dédiées à la mobilisation, à la sensibilisation et à l'éducation du public, à l'échelle communautaire, sur des enjeux précis ;
- Coalitions axées sur l'appui aux personnes ainsi qu'aux organisations œuvrant en coopération internationale.

Si les coalitions peuvent être classées dans l'un ou l'autre des groupes ci-dessus, dans la pratique, les frontières entre ces types sont perméables et peuvent évoluer au fil du temps selon le contexte, les occasions et l'intention stratégique. Certaines évitent délibérément le plaidoyer visible afin de préserver des relations constructives, en coulisses, avec l'État ou entre organisations. D'autres misent sur la pression externe et la mobilisation publique pour faire avancer le changement. En définitive, chaque coalition — ou autre regroupement ainsi nommé — adopte une structure et des modes d'engagement qui reflètent des choix stratégiques réfléchis quant à la meilleure manière d'influencer les politiques et de façonner les résultats, que ce soit par la consultation formelle ou par des leviers informels.

La valeur ajoutée des coalitions canadiennes

Les représentant-e-s de coalitions ont été invité-e-s, dans le cadre du sondage et des entretiens, à préciser la valeur ajoutée de leurs coalitions. En 2014, les répondant-e-s ont confirmé les perspectives exprimées en 2011, en identifiant les principaux domaines de valeur suivants :

- **Collaboration accroissant l'impact global**
- **Incidence politique grâce à un message commun**
- **Sécurité du nombre, compte tenu du risque de représailles gouvernementales**
- **Réseautage et sentiment d'appartenance à une communauté**
- **Veille stratégique et échange d'information**
- **Construction de connaissances collectives**
- **Création d'une communauté de pratique**

En 2025, ces thèmes persistent, mais ils sont reformulés dans un environnement politique et décisionnel différent. L'étude a été menée peu après une élection fédérale et une transition de leadership, à l'issue d'une décennie sous un gouvernement libéral, en contraste marqué avec le contexte dirigé par les conservateurs en 2014. Si les réponses relatives à la valeur des coalitions demeurent similaires en 2025, l'accent est davantage mis sur l'accès aux personnes décisionnaires gouvernementales et sur le potentiel d'influence des politiques — des aspects moins centraux en 2014.

S'agissant de la valeur ajoutée des coalitions, le constat global est leur capacité à transformer les efforts individuels des organisations en une action collective coordonnée, stratégique et crédible, renforçant ainsi la visibilité, l'influence et l'impact dans les secteurs humanitaire, du développement, de la paix et des droits de la personne.

Voici les domaines précis de valeur mis en avant dans le sondage et les entretiens de 2025 lorsque les représentant-e-s ont été invité-e-s à évaluer la valeur actuelle des coalitions :

- **Voix collective et influence sur les politiques** : les coalitions jouent un rôle crucial pour amplifier la voix de leurs membres afin d'influencer les politiques et d'échanger efficacement avec les personnes décisionnaires, notamment à Affaires mondiales Canada (AMC) et auprès d'autres instances gouvernementales. Cette voix partagée renforce la crédibilité, la cohérence et la visibilité sur les enjeux clés. Pour nombre d'entre elles, l'action collective offre un niveau de sécurité du nombre lorsqu'il s'agit d'aborder des sujets politiquement sensibles, comme les enjeux LGBTQ+ ou l'égalité des genres. Cette solidarité relève désormais d'un plaidoyer proactif plutôt que d'un positionnement défensif, marquant une évolution par rapport aux périodes antérieures où les coalitions cherchaient davantage une protection dans des conditions politiques moins favorables.

- **Coordination et alignement stratégique** : les coalitions ajoutent de la valeur en coordonnant le plaidoyer et les initiatives stratégiques entre des actrices et acteurs diversifiés, en assurant l'alignement et la cohérence au sein du secteur canadien de la coopération internationale. Elles servent d'instances de concertation qui rationalisent les efforts, harmonisent les messages et, dans certains cas, gèrent des fonds ou des programmes conjoints. Cette coordination renforce l'impact collectif et réduit les doublons.
- **Réseautage, collaboration et apprentissage mutuel** : les coalitions offrent des espaces sûrs et pratiques pour l'apprentissage entre pairs et le soutien mutuel. Les membres apprécient la possibilité de partager des outils, des leçons et des expériences, ce qui nourrit un sentiment de communauté et de soutien professionnel. Une approche en réseau aide les membres à renforcer leurs travaux grâce à la résolution de problèmes partagée et à l'échange de pratiques exemplaires.
- **Renforcement des capacités et appui au secteur** : les coalitions contribuent au développement des capacités techniques et organisationnelles de leurs membres en facilitant l'accès à des ressources communes, à des formations et à de l'expertise. Elles aident les membres à suivre l'évolution des priorités, à acquérir de nouvelles compétences et à améliorer leur efficacité globale.
- **Représentation, inclusion et construction de communautés** : les coalitions mettent de plus en plus l'accent sur l'inclusion et la représentativité. Elles s'emploient à rassembler des voix diverses — notamment des petites et moyennes organisations (PMO), des personnes nouvellement arrivées, des jeunes, des communautés autochtones et des groupes marginalisés — afin de favoriser une participation plus équitable. Par des pratiques d'inclusion intentionnelles, les coalitions renforcent le sentiment d'appartenance, la solidarité et l'objectif partagé, tout en offrant des tribunes à celles et ceux qui, autrement, auraient un accès limité aux espaces de politiques publiques nationaux ou internationaux.

Plusieurs coalitions ont également mis en évidence des contributions distinctives au-delà de ces thèmes principaux, notamment la création d'espaces consacrés à l'investissement d'impact, la mobilisation de données probantes pour éclairer les politiques publiques et le renforcement de la solidarité avec des partenaires du Sud global.

Principales conclusions

Aperçu de l'écosystème

Cette section présente les données recueillies afin d'offrir un aperçu du paysage des coalitions, des types de liens et d'engagement entre les coalitions et les autres composantes de l'écosystème dans son ensemble, ainsi que des réalités liées au financement et aux mécanismes financiers. Le paysage lui-même a considérablement évolué : de nouveaux réseaux ont émergé tandis que d'autres se sont dissous ou transformés avec le temps.²

TABLE 1: APERÇU DES COALITIONS 2025

Domaines d'intervention	Structure	Adhésion
Santé : 19 % Climat : 19 % Droits de la personne : 44 % Égalité des genres : 34 % Autre : 75 %	Membres majoritairement composés d'ONG : 63 % Effectif moyen : 5 personnes Personnel composé en grande majorité de femmes : 68 % Travail avec des bénévoles : 11 Répartition par genre des bénévoles : équilibrée (paritaire)	Nombre total de membres : 1 494 Nombre moyen de membres : 47 Nombre de membres issus d'ONG : 943 Nombre de membres du milieu universitaire : 73 Nombre de membres communautaires : 68 Nombre d'autres types de membres : 276
Portée géographique	Âge des coalitions	Enregistrement
National et international : 38 % National : 34 % International : 28 %	Âge des coalitions Moins de 4 ans : 3 De 5 à 10 ans : 4 De 11 à 15 ans : 2 Plus de 16 ans : 19 ³ La plus jeune avait 1 an, la plus ancienne 57 ans.	Officiellement enregistré : 56 % Non officiellement enregistré : 44 % Organisme de bienfaisance : 31 % Fondation publique : 6 %

On observe une répartition presque égale des coalitions qui œuvrent exclusivement à l'international, exclusivement au national, ou à la fois au national et à l'international.⁴ Bien que les coalitions continuent de couvrir des domaines variés, cinq axes se dégagent le plus systématiquement des réponses :

- 2 D'importants changements sont survenus depuis les études de 2011 et de 2014, et seulement 25 % des coalitions figurent dans les trois exercices. La comparaison chiffrée directe s'en trouve donc limitée, mais les tendances mettent en évidence des changements structurels significatifs. Cela peut témoigner d'un renouvellement et d'une capacité d'adaptation, et non nécessairement d'une instabilité.
- 3 Quatre coalitions n'ont pas communiqué leur date de création, mais ont précisé qu'elles existaient depuis plus de cinq ans.
- 4 Ces organisations ont coché « autre », mais il s'agit en réalité d'organisations canadiennes : l'une travaille au niveau national et l'autre à l'international. Leur lieu d'enregistrement a créé une certaine confusion quant à la façon d'interpréter cette question, mais elles ont été intégrées à leurs domaines d'activité respectifs, comme indiqué plus haut, puisque toutes les coalitions interviewées étaient principalement des organisations établies au Canada.

- **Aide humanitaire et triple nexus** :⁵ Il s'agissait du domaine le plus souvent mentionné, englobant la réponse d'urgence, les politiques humanitaires et les programmations « nexus » reliant l'action humanitaire, le développement durable et la consolidation de la paix.
- **Participation du public et renforcement des capacités** : activités de sensibilisation du public, de formation et d'appui aux organisations plus petites ou émergentes — en particulier les petites et moyennes organisations (PMO) — afin de renforcer leur impact et leur pérennité, souvent dans le cadre de programmes financés par l'État.
- **Plaidoyer, gouvernance et influence sur les politiques publiques** : de nombreuses coalitions se consacrent à la réforme des politiques, à l'espace civique et au plaidoyer, notamment pour promouvoir le leadership mondial du Canada, influencer la politique étrangère, favoriser la gouvernance démocratique et s'attaquer aux déséquilibres de pouvoir.
- **Objectifs de développement durable (ODD)** : plusieurs groupes œuvrent directement à la promotion et à la mise en œuvre des ODD, en les intégrant dans divers champs programmatiques, comme l'éducation, l'égalité des genres, l'environnement et la sécurité alimentaire.
- **Égalité des genres, paix et droits de la personne** : plusieurs coalitions travaillent à l'intersection de ces enjeux, au Canada comme à l'échelle mondiale. Cela comprend la promotion du leadership des femmes, des droits des peuples autochtones et de l'inclusion au sein des cadres de développement et d'action humanitaire.

À noter qu'il existe souvent des chevauchements entre ces axes d'intervention. Outre les domaines susmentionnés, plusieurs coalitions opèrent dans des champs plus spécialisés, dont l'éducation et la recherche, où elles contribuent à l'avancement des connaissances et des pratiques fondées sur des données probantes en matière de développement international. D'autres se concentrent sur des mécanismes de financement innovants, tels que l'investissement d'impact, le financement mixte et le financement du développement, afin de promouvoir des solutions durables. Plusieurs coalitions s'engagent dans les secteurs de l'agriculture, de l'environnement et de la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur la résilience climatique et des systèmes durables. Ces domaines complémentaires élargissent la portée du secteur et renforcent les liens entre les efforts humanitaires, de développement et d'élaboration des politiques.

S'agissant de la gouvernance, on observe une grande diversité d'approches selon le degré de formalisation des coalitions. Dans certains cas, même lorsqu'une coalition formelle dispose d'un conseil d'administration, des approches fondées sur le consensus peuvent être utilisées pour relever les défis organisationnels. Un peu plus de la moitié des coalitions (52 %) disposent d'un secrétariat.⁶ La plupart des coalitions recourent soit à un conseil d'administration formel, soit à un modèle fondé sur le consensus, chacun représentant environ un tiers de l'ensemble (11 organisations chacun). Ces modèles mettent respectivement l'accent sur la reddition de comptes et sur la prise de décision collective. Les structures reposant sur le bénévolat (4) sont plus petites et plus informelles, s'appuyant sur un leadership tournant et une coordination entre pairs. Les modèles hybrides ou autres (6) combinent des éléments de gouvernance participative (comme des assemblées générales ou des systèmes de coprésidence) avec des mécanismes de pilotage pratiques, afin de trouver un équilibre entre inclusivité et efficacité. Dans l'ensemble, les données reflètent une diversité de types de gouvernance, avec une tendance vers des modèles participatifs et souples aux côtés de structures traditionnelles de conseil d'administration.⁷ Il importe de souligner que la plupart de ces organisations fonctionnent au moyen de multiples mécanismes qui découlent de leur structure de gouvernance.

5 L'« approche du triple nexus » est un terme utilisé par les Nations Unies pour désigner l'articulation humanitaire-développement-paix. Elle « constitue une manière de travailler avec les populations touchées par une crise afin de réduire leurs besoins humanitaires en s'attaquant aux causes profondes clés et en diminuant les risques et vulnérabilités auxquels elles font face ». Voir PNUD, 2024, « Humanitarian-Development-Peace Nexus Approaches in the Arab region ». <https://www.undp.org/arab-states/humanitarian-development-peace-nexus-approaches>

6 Une coalition n'a pas répondu à cette question, c'est pourquoi le résultat de 52 % est basé sur 31 coalitions et non 32.

7 Pour plus d'informations, voir l'annexe 1.

Les résultats du sondage montrent également que les coalitions canadiennes sont mobilisées dans des domaines d'action à la fois diversifiés et chevauchants. Pris ensemble, ces axes d'engagement illustrent le rôle essentiel des coalitions comme instances de concertation, de plaidoyer et de courtage des connaissances.

- **Le plaidoyer** (88 %) a été identifié comme le domaine le plus répandu, soulignant le rôle central des coalitions pour amplifier la voix de leurs membres, notamment par le dialogue avec Affaires mondiales Canada (AMC) et d'autres personnes décisionnaires sur les priorités humanitaires, de développement et de droits de la personne, dans la perspective d'influer potentiellement sur les politiques publiques.
- **La coordination** (78 %) reflète la capacité de réunir et d'aligner des actrices et acteurs diversifiés, tant entre coalitions qu'avec la société civile, le milieu universitaire et d'autres secteurs. Au moyen de groupes de travail, de communautés de pratique et de dialogues structurés, les coalitions favorisent la cohérence stratégique, réduisent les doublons et promeuvent l'action collective autour d'objectifs communs.
- **L'apprentissage** (75 %) met en évidence la fonction des coalitions en tant que plateformes d'échange et de réflexion. Nombre d'entre elles facilitent l'apprentissage entre pairs de façon continue par des webinaires, des conférences et des ateliers collaboratifs, permettant aux membres de partager des pratiques émergentes, d'explorer des innovations et de renforcer les approches fondées sur des données probantes.
- **Le renforcement des capacités** (66 %) demeure un élément déterminant du travail des coalitions, en particulier pour l'appui aux organisations membres. Cela comprend la formation, le mentorat et le partage de ressources, ainsi que la facilitation ou la gestion de flux de financement qui améliorent l'efficacité organisationnelle et la reddition de comptes.
- **Les campagnes** (59 %), visant à mobiliser la population canadienne autour d'enjeux mondiaux comme l'égalité des genres, l'action climatique, la réponse humanitaire et la justice sociale, renforcent à la fois les objectifs de plaidoyer et de mobilisation du public.
- **D'autres domaines** (25 %) ont été relevés, notamment des formes d'engagement du public sans lien avec des campagnes, l'administration de fonds, les relations gouvernementales, la programmation humanitaire internationale, la recherche et des activités de réseautage telles que des conférences et des échanges de connaissances.

Collaboration

Cette section examine la manière dont les coalitions canadiennes collaborent au pays, entre secteurs et à l'échelle mondiale. Les constats mettent en lumière à la fois l'étendue des démarches d'engagement et la persistance d'inégalités d'accès, de contraintes de ressources et de limites structurelles qui façonnent, en pratique, les modalités de collaboration.

Collaboration domestique

Les coalitions continuent de considérer la collaboration avec le gouvernement du Canada — en particulier avec Affaires mondiales Canada (AMC) — comme une occasion stratégique clé. Nombre d'entre elles ont identifié des priorités pour approfondir cette collaboration au cours des cinq prochaines années, notamment la programmation liée au nexus humanitaire-développement-paix (le « triple nexus »), le financement souple et pluriannuel, la cohérence des politiques et le développement dirigé localement. Plusieurs coalitions ont fait part de préoccupations quant aux compressions budgétaires, à l'érosion des engagements en matière d'égalité des genres dans le cadre de la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) et au rétrécissement de l'espace civique, tout en soulignant que l'engagement avec l'État peut demeurer inégal. Certain-e-s ont évoqué des inégalités d'accès, des lourdeurs administratives



Nous gagnerions à tisser des ponts avec des contacts et des collègues d'ONG afin de renforcer notre plaidoyer auprès du gouvernement du Canada.

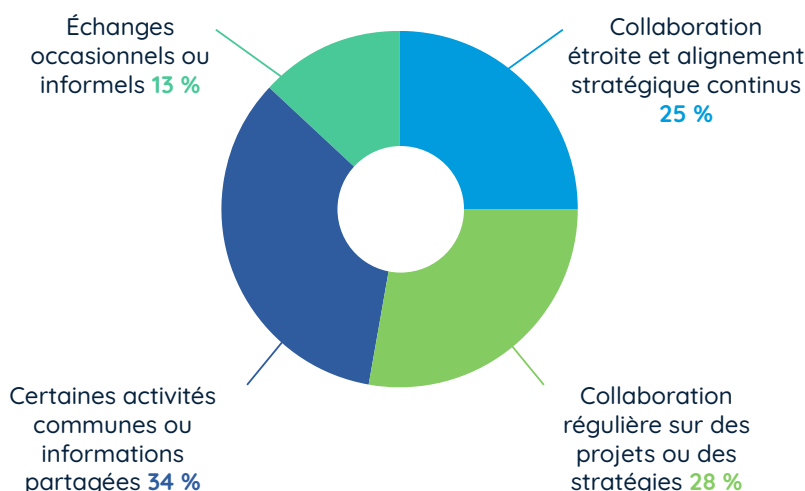
et des communications à sens unique, où les retours de la société civile ne se reflètent pas systématiquement dans les décisions publiques. D'autres choisissent de demeurer indépendantes, en se concentrant plutôt sur l'apprentissage entre pairs et l'engagement communautaire. Ces constats rejoignent les résultats antérieurs du sondage et réaffirment l'appel du secteur en faveur d'un dialogue État-société civile plus transparent, participatif et soutenu.

INCIDENCE : la collaboration avec l'État demeure essentielle, mais inégale. Le renforcement de la transparence et des mécanismes de rétroaction, ainsi que la mise en place de processus de consultation cohérents et constants, accroîtraient la confiance et garantiraient que les perspectives de la société civile éclairent les priorités du Canada en matière de coopération internationale.

Collaboration intersectorielle

Le sondage de 2025 montre que la collaboration entre coalitions varie en profondeur et en fréquence, toutes les coalitions consultées indiquant un certain niveau d'engagement intersectoriel, comme l'illustre la figure 1.

FIGURE 1: NIVEAUX DE POLLINISATION CROISÉE



C'est une priorité essentielle pour nous : bâtir des alliances et des partenariats inter-mouvements.

Cela représente une hausse modeste mais significative de la collaboration par rapport à 2011 et 2014. Les coalitions qui collaborent en profondeur ont tendance à coordonner leurs messages et à aligner leurs priorités de plaidoyer au sein de réseaux structurés.

D'autres ont mentionné les contraintes de temps, le manque de financement et la divergence des mandats comme obstacles à un engagement plus large.

Les coalitions utilisent une gamme d'outils pour faciliter la collaboration et la communication. Les plus courants sont les webinaires (69 %) et les infolettres (53 %), suivis de Slack (13 %), tandis que 56 % recourent à d'autres outils, dont des rencontres en personne, des forums Glue Up et des médias sociaux.

Les coalitions combinent de plus en plus des mécanismes numériques et des rencontres en présentiel — par exemple, des réunions annuelles de planification en personne, complétées par des Google Drive partagés, des carrefours de ressources ou des plateformes sous licence comme Zoom, Teams et BuddyBoss. Comparativement à 2011 et 2014, alors que la communication passait largement par courriel, les données de 2025 indiquent une diversification marquée des outils numériques et des modes d'engagement multiplateformes, y compris l'utilisation de LinkedIn, Facebook, Instagram et de publications universitaires (p. ex. Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement) pour la mobilisation. Néanmoins, les contraintes de

ressources et la nécessité de s'appuyer sur une coordination assurée par des bénévoles continuent de freiner l'adoption de systèmes plus avancés.

Les coalitions collaborent également de manière étendue au sein de la société civile canadienne. Des alliances émergentes se concentrent sur le plaidoyer en faveur de l'aide publique au développement (APD), l'égalité des genres et les politiques climatiques, ainsi que sur des collaborations inter-mouvements reliant des coalitions œuvrant pour les droits de la personne, la consolidation de la paix et l'environnement. On observe un intérêt accru pour des partenariats à l'extérieur du secteur, avec un intérêt manifeste pour des liens avec le milieu universitaire, des fondations philanthropiques, des acteur-trice-s du secteur privé et des groupes communautaires, ainsi qu'un projet de collaboration avec des fondations canadiennes, des organisations confessionnelles et des institutions comme Imagine Canada et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Nombre d'entre elles mettent aussi l'accent sur une plus grande inclusion des jeunes, des personnes autochtones et des personnes racisées afin de renforcer la diversité et la réactivité.

INCIDENCE : la collaboration entre coalitions et entre secteurs s'élargit et gagne en sophistication, portée par l'innovation numérique et un plaidoyer partagé. Toutefois, pour en réaliser pleinement le potentiel, il faut investir dans la capacité de coordination, assurer un accès équitable aux outils de collaboration et garantir un financement soutenu de l'action collective.

Partenariats globaux et localisation

L'engagement auprès des réseaux et organisations du Sud global demeure contrasté, mais il évolue. Les entretiens approfondis ont mis en évidence une variété d'approches, allant de partenariats structurés à des collaborations indirectes par l'entremise d'organisations membres actives dans le Sud global.

Les coalitions œuvrant dans les secteurs humanitaire, de l'éducation et de l'égalité des genres ont souvent signalé un engagement direct limité, tout en reconnaissant la nécessité de renforcer ces liens. Certaines s'appuient sur les partenariats de leurs membres pour recueillir des perspectives du Sud, tandis que d'autres mènent des collaborations intentionnelles au sein d'espaces de plaidoyer mondiaux, tels que la Campagne mondiale pour l'éducation (Global Campaign for Education), des coalitions de lutte contre le terrorisme et de défense des droits de la personne, ainsi que des initiatives antérieures comme la campagne « Abolissons la pauvreté » (Make Poverty History). Certains réseaux ont instauré des mécanismes favorisant une participation directe des partenaires du Sud, notamment la présence d'intervenant-e-s internationaux-ales lors de conférences, des contributions d'acteur-trice-s du Sud aux efforts de plaidoyer au Canada et la réduction des frais d'adhésion pour les étudiant-e-s et les partenaires établi-e-s dans le Sud global. D'autres se concentrent sur des échanges autochtones nord-sud, la recherche conjointe et la co-création d'espaces d'élaboration de politiques. Des défis persistants — restrictions de visas et contraintes de financement — continuent toutefois de limiter un engagement plus poussé.

Alors que les études antérieures portaient surtout sur la collaboration entre coalitions au Canada, les constats de 2025 témoignent d'une prise de conscience croissante de la nécessité de traduire en pratiques concrètes les engagements en faveur du leadership local et de la décolonisation. L'engagement demeure inégal, mais de nombreuses coalitions considèrent désormais que des partenariats inclusifs et équitables sont essentiels pour atteindre des résultats durables.

INCIDENCE : la collaboration entre coalitions et entre secteurs s'élargit et gagne en sophistication, portée par l'innovation numérique et un plaidoyer partagé. Toutefois, pour en réaliser pleinement le potentiel, il faut investir dans la capacité de coordination, assurer un accès équitable aux outils de collaboration et garantir un financement soutenu de l'action collective.



Engagement auprès des réseaux et organisations du Sud ? Bonne question. Nous devrions nous pencher davantage sur cet enjeu.

Barrières et lacunes

Au cours des cinq dernières années, les coalitions canadiennes œuvrant en coopération internationale ont traversé une période de transformation et d'incertitude, marquée par l'évolution des priorités de l'aide mondiale, des transitions de leadership, des contraintes de ressources et des attentes changeantes des bailleur-euse-s de fonds et des membres. Les réponses au sondage, les entrevues et la discussion de groupe ont fait ressortir plusieurs thèmes récurrents et transversaux concernant les défis auxquels les coalitions sont confrontées.

Leadership, gouvernance et capacité du personnel

Les transitions au sein des directions et les restructurations de gouvernance ont été fréquemment mentionnées dans les réponses au sondage, les entrevues et la discussion de groupe. Si certaines coalitions sont très formelles, d'autres, comme l'a indiqué une personne répondante, sont des « structures très fragiles ». De nombreux réseaux ont mené des revues stratégiques ou des exercices de planification quinquennale pour clarifier leur mandat, actualiser leurs cadres de gouvernance et s'aligner sur des priorités émergentes. Bien que ces processus aient souvent été positifs, ils ont mis en lumière des vulnérabilités persistantes liées à la relève et aux capacités en leadership. Des participantes et participants à la discussion de groupe ont partagé des exemples — par exemple, une co-présidence de coalition occupée depuis plus de dix ans faute de relève — illustrant une dépendance envers des champion-ne-s individuel-le-s plutôt que des systèmes institutionnels. Le roulement de personnel au sein des organisations membres a par ailleurs perturbé la continuité et la mémoire institutionnelle.

Pour les petits secrétariats, concilier des initiatives stratégiques à long terme avec des exigences réactives à court terme a entraîné fatigue et épuisement professionnel. Les participant-e-s ont demandé une meilleure reconnaissance du rôle de coordination de coalition en tant que travail professionnel nécessitant des investissements soutenus, et non du bénévolat « en plus de la charge habituelle ». Par ailleurs, certaines coalitions peinent encore à clarifier leur visée stratégique — incertitude entre plaidoyer, coordination ou apprentissage comme raison d'être principale —, ce qui peut nuire au ciblage et à la reddition de comptes.

Mobilisation des membres et fragmentation sectorielle

Le maintien d'une mobilisation active des membres demeure un défi constant. Nombre de coalitions ont indiqué que la participation fluctue selon les cycles de financement et les priorités organisationnelles des membres. Les expert-e-s techniques contribuent souvent de manière substantielle, mais peu d'organisations disposent de personnel dédié aux politiques ou au plaidoyer, ce qui limite l'influence collective auprès du gouvernement et des bailleur-euse-s.

La discussion de groupe a souligné la disparition de réseaux régionaux et thématiques — tels que le Groupe de travail Asie-Pacifique et le Forum Canada-Afrique — qui offraient autrefois des espaces structurés pour le plaidoyer et l'apprentissage conjoints. Leur disparition a affaibli la voix collective du Canada sur les enjeux mondiaux. Les réseaux encore en place, comme le Groupe politique des Amériques, ont décrit l'équilibre délicat entre ouverture et confidentialité requis dans des contextes politiquement sensibles. Les participant-e-s ont appelé à raviver les liens régionaux et thématiques là où politiques publiques et programmation se recoupent.

Coalitions initiées par les bailleur-euse-s et par l'État

Les participant-e-s à la discussion de groupe ont souligné la prolifération de réseaux initiés ou encouragés par des bailleur-euse-s de fonds et des organismes gouvernementaux — en particulier Affaires mondiales Canada (AMC) — dans le cadre de mécanismes consultatifs (p. ex., Women's Voice and Leadership, Care Work et des communautés de pratique sur l'innovation). Si ces initiatives peuvent favoriser un dialogue utile, elles manquent souvent de durabilité lorsque l'implication directe ou le financement d'AMC prend fin. Des organisations fréquemment sollicitées pour accueillir ou coordonner de nouveaux groupes ont averti que des mandats sans moyens sont contre-productifs. La discussion de groupe a plaidé pour des modèles co-crésés où les bailleur-euse-s agissent comme facilitateur-trice-s plutôt que comme seul-e-s rassembleur-euse-s, et où les coalitions sont conçues pour être viables à long terme grâce à une gouvernance partagée et à un soutien administratif adéquat.

Visibilité, crédibilité et messages

Les coalitions peinent constamment à rendre leur travail visible et crédible dans un paysage politique saturé. Beaucoup fonctionnent sans personnel en communication ni infrastructure numérique, ce qui limite leur capacité à maintenir une présence publique ou à mobiliser la population sur les enjeux mondiaux. Les participant·e·s à la discussion de groupe et aux entrevues ont noté que la visibilité est souvent tributaire des ressources : lorsque les financements pour la coordination ou les communications s'estompent, les coalitions perdent élan et reconnaissance. De plus, les coalitions doivent mieux coordonner les messages : des décalages entre membres peuvent créer des tensions — une coordination efficace et l'encouragement de la participation des membres peuvent atténuer ces tensions.

Mesure de l'impact

De façon générale, les coalitions évaluent leur efficacité au moyen d'un mélange d'engagement des membres, d'influence sur les politiques et de visibilité, plutôt qu'au moyen de systèmes formels de suivi. Plusieurs s'appuient sur des sondages auprès des membres (annuels ou bisannuels) et des cycles de planification stratégique pour jauger la satisfaction, l'alignement et la pertinence. D'autres suivent des indicateurs de participation — p. ex. l'assistance à des réunions, conférences ou webinaires — en tant que signes d'engagement et de valeur perçue.

Une deuxième mesure importante est l'impact sur les politiques et le plaidoyer, perceptible dans les changements législatifs, l'engagement gouvernemental ou la visibilité dans les débats nationaux et internationaux. Les coalitions estiment réussir dans la mesure où elles influencent le discours public, facilitent l'accès aux personnes décisionnaires ou contribuent à des résultats collectifs (déclarations conjointes, campagnes). De multiples facteurs concourent aux changements de politiques, ce qui rend l'attribution difficile, complique le suivi des progrès et la capture d'effets « intangibles » tels que la confiance et la collaboration. Certaines coalitions mesurent la portée et la sensibilisation par les visites web, l'engagement sur les médias sociaux et la présence médiatique (mentions et clics) ; d'autres suivent la mobilisation de ressources (fonds amassés ou programmes appuyés par des appels conjoints).

La plupart fonctionnent sans systèmes formels de suivi-évaluation, s'appuyant surtout sur des preuves qualitatives de leur influence. Pour les petits groupes ou collectifs bénévoles, l'efficacité se « ressent » plus qu'elle ne se quantifie. Les participant·e·s ont plaidé pour des approches sectorielles communes d'évaluation de la collaboration, par exemple via des exercices conjoints de cartographie ou des cadres d'apprentissage qui documentent le cycle de vie des coalitions et permettent de déterminer quand consolider, évoluer ou conclure — sans considérer la clôture comme un échec.



C'est la question à un million en matière de politiques, de plaidoyer et d'influence : on peut définir des indicateurs de performance, mais on ne sait qu'au moment où l'on constate réellement le changement.

Environnement politique et de financement en mutation

Les répondant·e·s ont noté une complexification de l'environnement externe. L'évolution des priorités des bailleur·e·s, les contraintes budgétaires fédérales et l'érosion du soutien public à la coopération internationale rendent le plaidoyer plus ardu. La dimension « paix » du triple nexus demeure particulièrement sous-mise en avant. Le secteur fait en outre face à des attentes accrues d'intégration d'engagements en matière d'anti-racisme, de réconciliation, de développement mené localement et d'égalité des genres — ce qui exige de nouvelles capacités et des engagements soutenus avec l'État et la société civile.

Tensions autour des approches et du cadrage

Par nature, une coalition regroupe des personnes et des organisations qui peuvent diverger sur certains enjeux. Des personnes interviewées ont décrit des tensions entre membres : demandes de modifier le cadrage et le langage des documents, points de vue opposés sur des questions de géopolitique ou de genre, etc. Il faut donc gérer et équilibrer ces perspectives — en prévoyant par exemple des mécanismes d'« exclusion volontaire » (opt-out) ou en travaillant à un consensus. Parfois, certain-e-s membres quittent la coalition pour des raisons idéologiques.

Inclusion, représentation et renouvellement sectoriel

Les participant-e-s ont posé un regard critique sur l'accès, le privilège et la représentation au sein des coalitions. Si de nombreux réseaux sont bien établis et visibles, ils peuvent, sans le vouloir, exclure des jeunes, des personnes racisées qui exercent un leadership ou de petites organisations communautaires. Comme l'a noté une personne répondante à propos du paysage des coalitions : « C'est vraiment très blanc ; je pensais que la composition serait plus diversifiée. » Renforcer l'inclusion et réimaginer les modèles de leadership ont été jugés essentiels au renouvellement du secteur. Le groupe a également reconnu que la communauté canadienne de coopération internationale traverse une « crise de transformation » — période marquée par le rétrécissement de l'espace civique, la baisse des dons caritatifs et la montée de mouvements anti-progressistes. Plusieurs y voient toutefois une fenêtre d'opportunité : permettre à des structures dépassées d'évoluer ou de « s'éteindre » et bâtir des modèles d'engagement plus collaboratifs, moins hiérarchiques et davantage fondés sur des valeurs. Comme l'a dit une personne participante : « L'espoir est un devoir politique. »

D'autres facteurs — perturbations technologiques (p. ex., intelligence artificielle), exigences accrues en matière de transfert de pouvoir, d'inclusion et de décolonisation, baisse de l'engagement politique à l'égard de la protection contre l'exploitation et les abus sexuels ainsi que du combat contre le racisme — exercent encore plus de pression sur des ressources déjà limitées. Pour les coalitions financées par les pouvoirs publics, cela peut se traduire par des contraintes supplémentaires ; pour les organisations membres, par des défis de mise en œuvre.

Les effets prolongés de crises mondiales — y compris à Gaza et au Soudan — et l'intensification des urgences climatiques ont également détourné l'attention. Les participant-e-s ont souligné des tensions structurelles plus profondes : concilier l'autonomie des membres et la voix collective, gérer la diversité de l'adhésion (notamment la représentation des partenaires du Sud et des partenaires autochtones), aborder les dynamiques de pouvoir et les enjeux linguistiques (anglais-français) entre réseaux. Gérer l'expansion de l'adhésion peut se révéler difficile — qu'il y ait trop de demandes d'adhésion ou, au contraire, pas assez de membres.

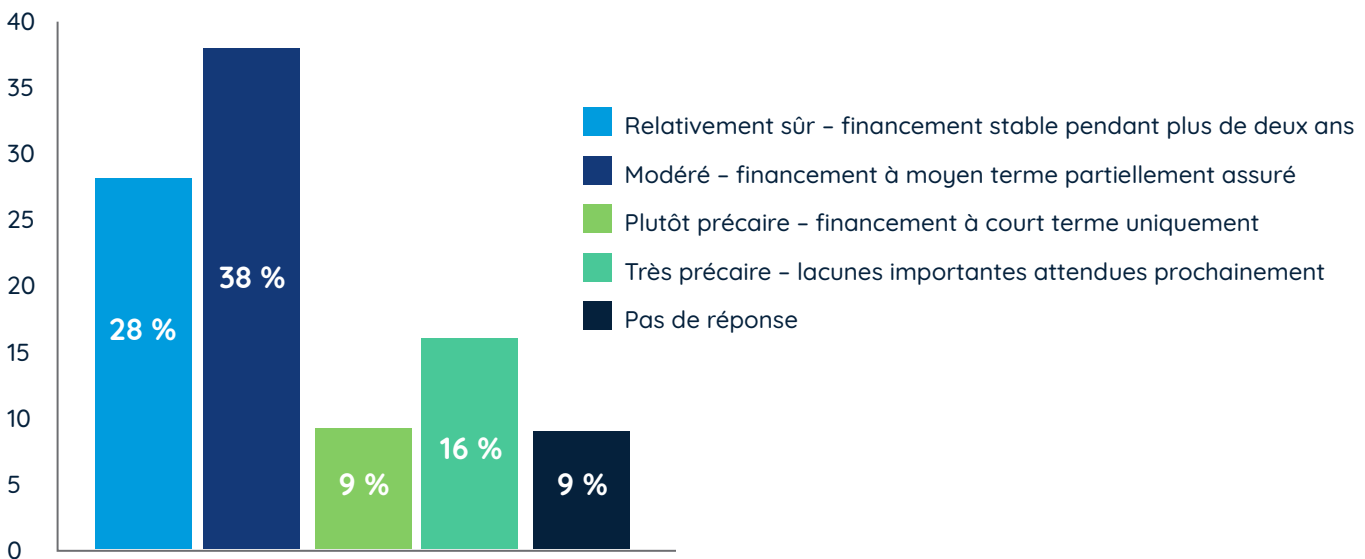
Les petites organisations, en particulier, affrontent des défis financiers marqués, ainsi que la complexité des ententes d'AMC et le maintien de la conformité sans personnel administratif ou financier dédié.

Pris ensemble, ces défis interreliés soulignent la nécessité d'investissements renouvelés dans les capacités des coalitions, une gouvernance inclusive et des systèmes adaptatifs permettant aux coalitions de rester efficaces, crédibles et équitables dans un environnement de plus en plus complexe.

Financement et mécanismes de financement

La précarité financière — constatée dans le sondage puis confirmée lors des entrevues et de la discussion de groupe — demeure le défi le plus important et le plus répandu, surtout à long terme : plus de 60 % des coalitions sondées ont indiqué disposer de ressources suffisantes à court terme, jusqu'à deux ans (figure 2). On suppose généralement que les financements publics seront réduits ou éliminés, notamment en faveur d'une hausse des dépenses militaires et d'engagements commerciaux centrés sur le Canada (dans un contexte de menaces tarifaires des États-Unis). Globalement, les coalitions savent bien que le financement public n'est jamais garanti. La diversification des sources est une piste, mais l'état financier semble toucher de nombreuses institutions et organisations, certain-e-s bailleur-euse-s de longue date réorientant leurs priorités (p. ex. du développement vers le plaidoyer).

FIGURE 2 : CONFIANCE LIÉE AU FINANCEMENT



Si certaines coalitions peuvent compter sur leurs membres pour combler des écarts, d'autres indiquent que les revenus d'adhésion diminuent parce que des membres ont perdu du financement ou n'ont pas la marge nécessaire pour des cotisations. La recherche de financement auprès de fondations et d'entreprises s'avère également plus difficile ; il faut donc se concentrer sur les priorités fondamentales et la durabilité plutôt que sur la croissance. Une petite minorité de coalitions n'a jamais reçu de financement public et ne dépend pas des bailleur-euse-s : les dons individuels et les contributions bénévoles suffisent alors à maintenir les activités. Cependant, même si les entreprises, le milieu des affaires et le grand public sont jugés généreux lors de crises humanitaires, cela ne règle pas le problème du financement de base pour la majorité des coalitions œuvrant en développement.

Beaucoup fonctionnent sans financement de base, s'appuyant sur des cotisations, des subventions de projet à court terme ou des contributions bénévoles. Ce modèle compromet la continuité, limite la capacité de retenir du personnel dédié et fait peser une pression intenable sur des responsables bénévoles. Les répondant-e-s au sondage et les participant-e-s à la discussion de groupe ont noté que les attentes des bailleur-euse-s dépassent souvent les ressources disponibles, surtout lorsque de nouvelles coalitions sont créées ou mandatées sans budgets correspondants pour la coordination ou l'administration.

Certaines coalitions ont partagé n'avoir prospéré que lorsqu'elles étaient financées pour un mandat précis (p. ex. initiatives limitées dans le temps sur le VIH/sida ou l'inclusion des personnes en situation de handicap). D'autres se sont dissoutes une fois les fonds épuisés. Les participant-e-s ont insisté : la durabilité exige des ressources dédiées à la coordination, aux communications et au leadership — pas seulement la création de nouvelles structures. Plusieurs réseaux ont proposé d'explorer des modèles de services partagés : budgets de communication mutualisés, dotations fractionnées, soutien administratif commun, afin de renforcer la résilience financière et de réduire les doublons.

Priorités stratégiques

Comparées aux constats de 2011 et 2014, ces priorités montrent une continuité claire des fonctions de plaidoyer, d'apprentissage et de coordination, tout en révélant un secteur en transition, qui réagit aux bouleversements politiques, au rétrécissement de l'espace civique et à l'évolution des paradigmes du développement mondial. L'accent accru sur l'engagement du public, la construction de relations politiques, la diversification financière et la protection de l'espace civique traduit un virage stratégique vers davantage de résilience et d'adaptabilité. Contrairement aux études antérieures, qui mettaient surtout l'accent sur la collaboration et l'échange de connaissances, les priorités 2025-2030 reflètent un secteur focalisé sur le maintien de son influence et de son efficacité dans un contexte d'incertitude croissante. Ensemble, ces priorités illustrent comment les coalitions se recalibrent pour rester pertinentes et résilientes, tout en réaffirmant leur engagement commun envers l'équité, les droits humains et la participation démocratique à la coopération internationale.

Plaidoyer et gouvernance

Dans l'ensemble, le plaidoyer et l'engagement politique demeurent des priorités déterminantes. Plusieurs coalitions souhaitent approfondir le dialogue avec AMC et d'autres ministères fédéraux pour améliorer transparence, reddition de comptes et collaboration. Vu la réalité d'un gouvernement libéral minoritaire au moment de l'étude, certaines se préparent à un possible changement de gouvernement et cherchent à renforcer les relations politiques avec l'ensemble des partis afin d'assurer une continuité des politiques. D'autres visent à maintenir les engagements du Canada en faveur d'un financement souple et pluriannuel des programmations du triple nexus, en recueillant et en communiquant des données probantes pour renforcer la confiance des bailleur-euse-s. L'accent mis sur la transparence et la reddition de comptes, tant dans les politiques publiques que dans les pratiques du marché, traduit la conscience d'un affaiblissement du soutien public et la nécessité de rétablir le leadership du Canada en matière de coopération internationale fondée sur les droits.

Équité et inclusion

L'équité, l'inclusion et la justice occupent une place grandissante dans les stratégies à venir. Plusieurs organisations mettent en œuvre ou affinent des stratégies d'égalité des genres et féministes, insistant sur la localisation, la rémunération équitable dans les partenariats Nord-Sud et la reconnaissance des savoirs et du leadership en provenance du Sud global. Les coalitions affrontent aussi la montée de récits régressifs visant l'égalité des genres et les droits humains dans les espaces internationaux, en s'engageant à bâtir des contre-récits et à renforcer les alliances au sein de la société civile canadienne et internationale. D'autres intègrent explicitement des approches d'anti-racisme, de réconciliation, de diversité, d'équité, d'inclusion et de justice (AEDIJ) dans leur gouvernance et leurs programmes, veillant à ce que la représentation au sein des instances dirigeantes reflète le pluralisme du Canada et la diversité du secteur mondial. La croissance et la diversification de l'adhésion sont des objectifs récurrents : élargir la participation par régions, langues et secteurs, y compris le secteur privé, les communautés francophones et les communautés autochtones.

Résilience financière

Liée au souhait de faire croître l'adhésion, la résilience organisationnelle est un besoin pressant. De nombreuses coalitions explorent des sources de revenus alternatives et des stratégies de diversification pour anticiper la possible diminution de l'APD et l'incertitude des financements. Le renforcement des structures de gouvernance internes, la simplification des bases de données et la modernisation des plateformes numériques sont jugés nécessaires pour soutenir la mobilisation et l'efficacité opérationnelle. L'expérimentation de nouveaux partenariats est envisagée ; la co-conception de modèles innovants peut se faire de manière collaborative entre coalitions — prolongeant les approches évoquées plus haut.

Engagement du public

Autre priorité d'avenir : l'éducation, l'engagement du public et les communications. Beaucoup s'inquiètent d'un soutien public affaibli à la coopération internationale et soulignent la nécessité de « ramener les Canadien-ne-s » vers les enjeux mondiaux, via des efforts renouvelés d'engagement. Les initiatives prévues incluent des campagnes, des dialogues et des stratégies de sensibilisation ciblant les jeunes professionnel-le-s et de nouveaux publics, ainsi que des efforts pour mieux communiquer avec les membres et les partenaires potentiels. Certaines envisagent d'explorer des outils numériques et des stratégies médiatiques pour maintenir l'attention sur la justice mondiale et le développement.

Plusieurs coalitions ont indiqué des priorités émergentes liées à leur mandat : changements climatiques, systèmes alimentaires résilients, nutrition et commerce ; approfondissement d'approches féministes et transformatrices en suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage (MEAL) ; renforcement des politiques et de la coordination humanitaires. D'autres explorent le rôle de l'IA dans l'éducation, la sécurité nationale et le développement — y compris ses implications pour les droits et la vie privée. Les réseaux œuvrant sur la sécurité et les libertés civiles priorisent le plaidoyer autour de projets de lois sur la surveillance, la lutte contre le terrorisme, le profilage racial et religieux, ainsi que la protection des droits face aux nouvelles technologies et à des politiques restrictives. Parallèlement, des coalitions confessionnelles et humanitaires mettent l'accent sur la solidarité mondiale et le développement mené localement, mobilisant les communautés canadiennes contre l'insécurité alimentaire et reliant plaidoyer national et international par des narratifs communs fondés sur la justice.

Un plus petit nombre de coalitions sont en cours de renouvellement ou d'élaboration de plans stratégiques, certaines opérant selon des cadres intérimaires axés sur la stabilité financière, la réforme de la gouvernance et la construction de réseaux domestiques. Par exemple, une coalition a récemment achevé une phase de croissance rapide et consolide maintenant ses systèmes et capacités avant de lancer sa prochaine stratégie en 2026. D'autres s'engagent dans des processus participatifs qui mobiliseront formellement les membres pour définir les priorités futures.

Conclusion et recommandations

Conclusion

Comparé aux études de 2011 et 2014, le paysage 2025 des coalitions est plus diversifié, plus numérique et plus interconnecté — mais aussi plus contraint en ressources et plus incertain politiquement. Les coalitions couvrent un éventail plus large de formes organisationnelles — de groupes de travail informels à des secrétariats formels — tout en continuant d’offrir une forte valeur comme instances de concertation, actrices de plaidoyer et pôles d’apprentissage ; plaidoyer, coordination et apprentissage demeurent des fonctions centrales.

Malgré les progrès, des défis structurels persistent : modèles de financement fragiles et à court terme, mobilisation inégale des membres, lacunes en leadership et en gouvernance, et approches limitées — souvent qualitatives — de la mesure de l’influence et des résultats. L’engagement avec AMC est largement jugé essentiel, mais les mécanismes d’accès et de rétroaction demeurent inégaux et parfois unidirectionnels.

Cela dit, l’étude 2025 met en relief un secteur adaptable, guidé par des valeurs et déterminé à se renouveler. La participation à cette recherche a été plus élevée que lors des itérations précédentes ; les représentant·e·s de coalitions ont exprimé une volonté forte de renforcer l’influence politique, le plaidoyer collectif et l’alignement sectoriel. Nombre d’entre elles cherchent activement à diversifier leurs revenus, moderniser leur infrastructure numérique, raviver l’engagement du public et faire avancer le développement mené localement ainsi que des approches décolonisées.

La poursuite de cet élan dépendra d’une collaboration continue, d’un partage de connaissances et d’un apprentissage conjoint — notamment pour intégrer l’équité et reconfigurer les dynamiques de pouvoir dans la gouvernance comme dans la pratique.

Recommandations

Les recommandations ci-dessous ciblent des domaines transversaux identifiés comme prioritaires ou problématiques récurrents. Elles sont formulées pour être mises en œuvre au sein d’une coalition donnée ou conjointement entre coalitions.

1. Consolider les structures et la gouvernance

- Clarifier les mandats et les rôles afin de maintenir le cap et la reddition de comptes. Mettre en place des outils de gouvernance adaptables — petits comités de pilotage, leadership tournant, cadres décisionnels clairs — pour assurer la continuité malgré des capacités limitées.
- Renforcer la coordination et l’alignement stratégique entre coalitions en maintenant des calendriers de plaidoyer partagés, en élaborant des prises de position conjointes et en harmonisant les messages afin de réduire les doublons et d’amplifier l’influence.
- Favoriser la transparence et la participation dans les interactions avec AMC et d’autres institutions, pour que la rétroaction de la société civile influe réellement sur la conception des politiques et des programmes.
- Suivre les progrès collectifs en co-construisant un cadre simple, sectoriel, d’apprentissage et d’influence, avec un petit ensemble d’indicateurs partagés pour suivre l’impact collectif et orienter le plaidoyer à long terme.

2. Développer les capacités collectives

- **Tirer parti des outils** numériques pour renforcer coordination et apprentissage (Teams, Slack, GlueUp, carrefours de ressources partagés) afin d'accroître transparence et accessibilité.
- **Partager connaissances et ressources** par des échanges inter-coalitions, des gabarits et des ateliers conjoints (communications, gouvernance, engagement politique).
- **Soutenir le leadership et le bien-être des bénévoles** en faisant tourner les responsabilités, en reconnaissant les contributions et en gérant les charges pour prévenir l'épuisement. Encourager le mentorat et l'entraide entre pairs pour soutenir la mobilisation.
- **Démontre l'impact** par une documentation simple des réussites, des retombées sur les politiques et des échanges d'apprentissage, afin d'entretenir la motivation des membres et la crédibilité auprès des partenaires et bailleur-euse-s.

3. Faire progresser l'équité et l'inclusion

- **Intégrer l'inclusion dans la gouvernance et la programmation**, en garantissant une représentation significative des jeunes, des personnes autochtones, des francophones, des partenaires du Sud et des petites organisations dans les instances et activités.
- **Adapter les mécanismes de participation** — barème de cotisations, formats de rencontres, processus décisionnels — pour tenir compte des réalités diverses des membres et réduire les obstacles à la participation.
- **S'engager dans des approches de transfert de pouvoir et de développement mené localement**, en ancrant des principes féministes et anti-racistes dans les structures des coalitions — pas seulement dans le plaidoyer, mais aussi dans les opérations et les partenariats.

4) Sécuriser et pérenniser les ressources

- **Diversifier les sources de financement** (cotisations modestes, mutualisation des coûts administratifs, collecte de fonds conjointe, revenus liés à la formation).
- **Mettre en commun des ressources** entre coalitions lorsque possible — personnel partagé, soutien administratif, fonctions de communication — pour gagner en efficacité.
- **Revitaliser l'engagement du public** en élaborant des narratifs communs, accessibles, sur la valeur de la coopération internationale, via des blogues, infolettres et campagnes conjointes, afin de maintenir la visibilité et de renforcer la solidarité.
- **Renforcer les relations avec l'État et la philanthropie** pour assurer des investissements à long terme dans l'infrastructure des coalitions et la capacité d'action collective.

Implications

Si elles sont mises en œuvre, ces mesures pourraient produire plusieurs effets positifs :

- **Unité sectorielle accrue** : une collaboration régulière et un plaidoyer partagé favorisent la cohérence et réduisent la fragmentation.
- **Meilleur accès et meilleure cohérence des politiques** : un dialogue transparent et soutenu avec AMC peut se traduire par des orientations plus claires et de meilleurs résultats.
- **Avancées du développement mené localement** : des changements concrets de gouvernance et d'allocation de ressources peuvent traduire en pratique les principes de décolonisation.
- **Accessibilité élargie** : des modèles hybrides et numériques peuvent accroître la participation tout en maintenant la confiance et le lien.
- **Équité approfondie et intégration** : des approches féministes, anti-racistes et inclusives peuvent transformer la culture et la crédibilité des coalitions.
- **Meilleure preuve d'influence** : des indicateurs partagés et des histoires de réussite documentées peuvent renforcer la légitimité auprès des bailleur·euse·s et du public.
- **Soutien public renouvelé** : des récits coordonnés, fondés sur des valeurs, peuvent rebâtir l'appui au rôle du Canada en coopération internationale.

Malgré les pressions financières et politiques, les coalitions canadiennes demeurent innovantes, résilientes et profondément engagées envers l'action collective. Alors que le Canada affronte les conséquences du budget fédéral de novembre 2025, les réductions de financement mettront à l'épreuve l'adaptabilité — non la détermination. En restant collaboratives, équitables et stratégiques, les coalitions pourront continuer d'amplifier des priorités communes, de soutenir la mobilisation et de produire des avancées tangibles à travers le paysage canadien de la coopération internationale.

Annexe 1 : Information sur les coalitions

Coalitions participantes

La liste ci-dessous regroupe les coalitions ayant participé au sondage 2025 ainsi que celles recensées dans les études de 2011 et 2014.

Coalitions présentes en 2011 et/ou 2014 et en 2025

Association canadienne d'études du développement international (ACEDI)
Réseau d'action canadien en biotechnologie (RACB)
Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement
Groupe de travail canadien sur la politique internationale en matière d'éducation (anciennement Canadian Global Campaign for Education)
Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)
Canadian Network for Maternal Newborn and Child Health
Réseau Action Climat
Collectif québécois des féminismes en dialogue (CQFD)
Groupe sur la politique de sécurité alimentaire
Coalition humanitaire
Réseau de réponse humanitaire (RRH) du Canada
Groupe international de surveillance des libertés civiles (GISLC)
Groupe politique des droits des femmes

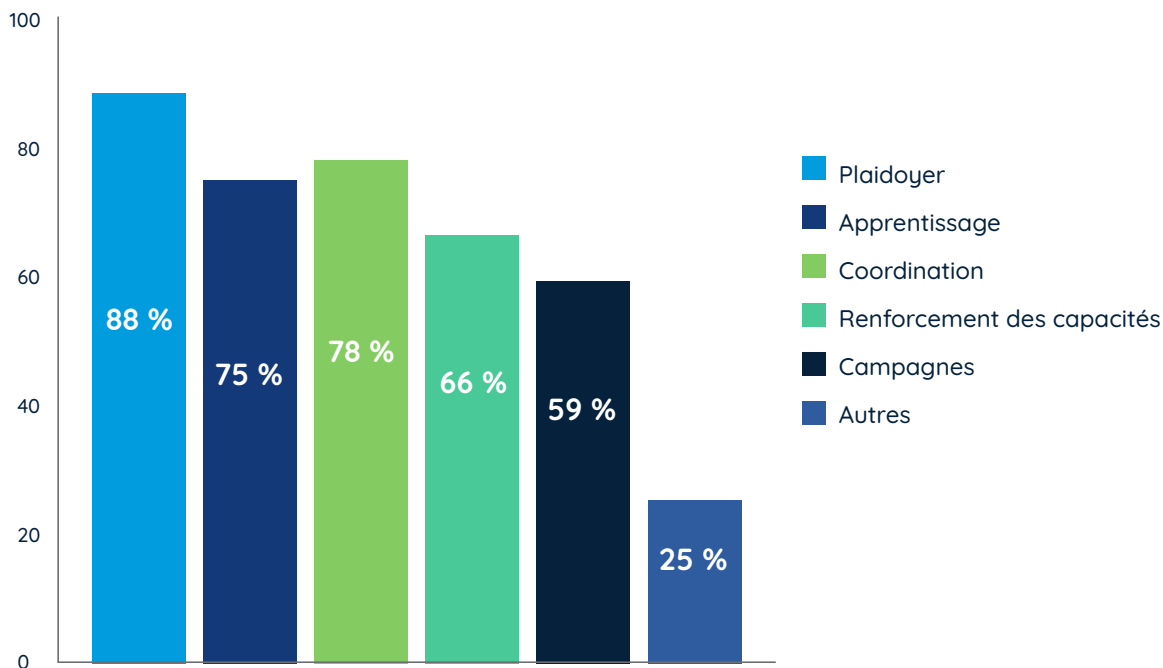
Coalitions ajoutées pour l'étude 2025

Regroupement des professionnel-le-s canadien-ne-s en développement international (RPCDI)
Groupe de travail de la société civile canadienne sur le Soudan
Association canadienne des banques de grains
Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (remplace le Réseau canadien pour la santé maternelle, néonatale et infantile mentionné ci-dessus).
Groupe de travail de Coopération Canada - Développement mené localement
Declaration Coalition
Réseau dignité
Initiative de planification pour l'avenir
Groupe pour la politique humanitaire et le plaidoyer (GPHP)
Kentro Christian Network
Manitoba Council for International Cooperation (MCIC)
Multisectoral Nexus Working Group
Northern Council for Global Cooperation (NCGC)
Ontario Council for International Cooperation (OCIC)
Salanga / Communauté de pratique Suivi-évaluation-apprentissage (MEAL)
Saskatchewan Council for International Cooperation (SCIC)

Types de structures de gouvernance

Type	Description	#
Conseil d'administration	La plupart fonctionnent avec une gouvernance formalisée élue par les membres et appuyée par des comités (finances, gouvernance, vérification, RH, etc.). Elles conjuguent surveillance légale et comités consultatifs ou de pilotage.	11
Basé sur le bénévolat	Souvent de plus petites coalitions ou groupes de travail informels avec peu ou pas de personnel rémunéré. Les rôles de leadership sont tournants et reposent fortement sur l'engagement volontaire. Flexibilité et coordination entre pairs priment sur la formalisation.	4
Basé sur le consensus	La prise de décision privilégie l'inclusivité et l'appropriation partagée. Fréquent parmi les groupes de plaidoyer. Certains prévoient des mécanismes de repli (p. ex., majorité simple ou des deux tiers) en cas d'absence de consensus.	11
Hybride / autre	Modèles combinant comités de pilotage, co-présidences, assemblées générales, etc., afin d'équilibrer légitimité participative et coordination pragmatique. <i>(La section « Activités des coalitions » renvoie aux fonctions déjà décrites : plaidoyer, coordination, apprentissage, renforcement des capacités, campagnes et autres.)</i>	6

Activités des coalitions



Annexe 2 : Profils de coalitions

Ces profils ont été élaborés à partir de recherches, de données d'enquête et d'entrevues. Lorsque des descriptions publiques étaient disponibles, elles ont été privilégiées. Les informations publiées sur les sites web actuels et dans d'autres documents publics ont été maintenues. Sauf indication contraire, les informations sont exactes en novembre 2025.

Name of coalition:	Groupe politique des Amériques (GPA)
	Réseau national d'OSC canadiennes œuvrant pour les droits humains ainsi que la justice sociale et environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il réunit plus de 20 ONG de développement et d'aide humanitaire, des organisations de défense des droits, des syndicats, des groupes confessionnels et de solidarité, ainsi que des institutions de recherche.
Site web:	https://www.apg-gopa.com/home-1
Axes thématiques	Santé ; climat ; droits humains ; égalité des genres ; gouvernance démocratique ; paix et sécurité ; justice commerciale et de l'investissement ; responsabilité des entreprises ; État de droit et lutte contre l'impunité.
Portée géographique	Internationale (ALC).
Date de création	1996
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance.
Membres	22
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; campagnes ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Cotisations.

Name of coalition:	Forum canadien pour l'investissement d'impact et le développement (CAFIID)
	Communauté de personnes, d'organisations et d'investisseur-euse-s qui considèrent l'impact social et environnemental positif et le rendement financier comme des priorités coexistant. Historique de collaboration en structuration de produits d'investissement à impact, assistance technique et promotion d'écosystèmes d'investissement durables dans des économies émergentes et frontalières.
Site web:	https://www.cafiid.ca/
Axes thématiques	Investissement d'impact ; financement mixte ; finance innovante.
Portée géographique	Nationale et internationale.
Date de création	15 décembre 2006
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme à but non lucratif.
Membres	130
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; renforcement des capacités ; réseautage ; recherche.
Principale source de financement	Cotisations, commandites de membres, financement public ponctuel, subventions occasionnelles.

Name of coalition:	Association canadienne d'études du développement international (ACEDI)
Association nationale, bilingue, interdisciplinaire et pluraliste vouée à la promotion de nouveaux savoirs dans le vaste champ du développement international ; basée sur l'adhésion.	
Site web:	https://casid-acedi.ca/
Axes thématiques	Santé ; climat ; droits humains ; égalité des genres ; éducation/monde académique.
Portée géographique	Nationale et internationale
Date de création	1 ^{er} janvier 1989.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance
Membres	80
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Cotisations ; financement et inscriptions aux conférences ; subvention institutionnelle.
Name of coalition:	Regroupement des professionnel-le-s canadien-ne-s en développement international (RPCDI)

Société sans but lucratif enregistrée en 1993 sous l'appellation Canadian Association of International Development Consultants ; renommée en 2012 (nouveaux statuts sous la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif). Organisation entièrement bénévole, gérée par et pour des professionnel-le-s du développement international (Ottawa, Ontario).

Site web:	https://www.caidp-rpcdi.ca/
Axes thématiques	Réseau de professionnel-le-s (personnes et entreprises) œuvrant en santé, climat, droits humains et égalité des genres.
Portée géographique	Internationale.
Date de création	15 décembre 2006 (réorganisation).
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme sans but lucratif.
Membres	80
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; renforcement des capacités ; réseautage ; webinaires ; conférences annuelles.
Principale source de financement	Cotisations.

Name of coalition:	Canadian Biotechnology Action Network (CBAN) – MakeWay Charitable Society
---------------------------	--

Réunit 15 groupes pour documenter, surveiller et sensibiliser sur les enjeux liés au génie génétique dans l'alimentation et l'agriculture. Les membres incluent associations d'agriculteur-trice-s, organisations environnementales et de justice sociale, et coalitions régionales de groupes communautaires. CBAN est hébergé sur la plateforme partagée de MakeWay Charitable Society (soutiens opérationnels, gouvernance, expertise caritative).

Site web:	https://cban.ca/
Axes thématiques	Agriculture ; environnement.
Portée géographique	Canada.
Date de création	1 ^{er} janvier 2007.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance / MakeWay Charitable Society (hôte).
Membres	15
Activités clés	Campagnes.
Principale source de financement	Subventions privées, dons individuels, cotisations.

Name of coalition:	Groupe de travail de la société civile canadienne sur le Soudan
---------------------------	--

En réponse à l'escalade de la crise au Soudan, Inter Pares et Sudanese Women Rights Action coordonnent un nouveau groupe de travail pour la société civile canadienne – forum de solidarité, d'échange et d'action. Ouvert aux ONG, groupes de la diaspora soudanaise, étudiantes et étudiants, et militant-e-s.

Site web:	https://www.interpares.ca/news/inter-pares-and-suwra-launch-canadian-civil-society-working-group-sudan
Axes thématiques	Droits humains ; égalité des genres ; aide humanitaire ; politique étrangère.
Portée géographique	Canada.
Date de création	25 juin 2024.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistré / Women, Peace and Security Network-Canada (hôte).
Membres	50
Activités clés	Plaidoyer ; coordination ; campagnes.
Principale source de financement	Petits fonds d'Inter Pares (cofondation et co-présidence par son personnel).

Name of coalition:	Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement
Coalition d'organisations d'environnement et de développement qui partagent connaissances et actions concertées face aux changements climatiques ; créée en 2006.	
Site web:	https://climatechangeanddev.ca/
Axes thématiques	Climat et financement du développement.
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	1 ^{er} janvier 2006.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistrée / co-présidée par Climate Action Network Canada et Canadian Foodgrains Bank.
Membres	55
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Contributions de certain-e-s membres pour le fonctionnement et des événements.

Name of coalition:	Association canadienne des banques de grains
Partenariat de 15 Églises et organismes ecclésiastiques canadiens œuvrant pour mettre fin à la faim dans le monde, en collaboration avec des organisations locales dans les pays en développement (urgence, solutions durables, mobilisation au Canada et auprès des gouvernements).	
Site web:	https://foodgrainsbank.ca/
Axes thématiques	Santé ; climat ; égalité des genres ; aide humanitaire ; sécurité alimentaire.
Portée géographique	Internationale.
Date de création	1 ^{er} mai 1983.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance / organisme hôte pour ses membres.
Membres	15
Activités clés	Plaidoyer ; campagnes ; renforcement des capacités ; financement de projets d'aide humanitaire et de sécurité alimentaire ; suivi et évaluation ; mobilisation des Églises canadiennes.
Principale source de financement	Bailleur-euses institutionnel-le-s ; dons individuels ; collectes publiques ; subventions privées ; cotisations.

Name of coalition:	Groupe de travail canadien sur la politique internationale en matière d'éducation
---------------------------	--

Coalition d'ONG canadiennes et internationales plaidant pour des politiques et programmes améliorant l'accès mondial à une éducation de qualité pour tous les enfants et les jeunes, en particulier en contexte de crise (p. ex., défense du financement aux sommets du G7, campagnes comme le Refugee Education Council).

Site web:	N/D
Axes thématiques	Droits humains ; éducation.
Portée géographique	Internationale.
Date de création	1 ^{er} janvier 2016.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistrée / co-présidée (poste rotatif) par Right To Play International et Results Canada ; trésorerie actuelle Vision mondiale Canada.
Membres	20
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; campagnes.
Principale source de financement	Cotisations.

Name of coalition:	Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)
---------------------------	--

Réseau d'OSC canadiennes œuvrant pour mettre fin aux abus d'entreprises dans les opérations internationales et les chaînes d'approvisionnement de sociétés canadiennes. Il soutient communautés, travailleuses et travailleurs, peuples autochtones, défenseur-euses de l'environnement et des droits humains, en plaidant pour des réformes législatives et politiques.

Site web:	https://cnca-rcrce.ca/
Axes thématiques	Droits humains.
Portée géographique	Réseau canadien de réforme des politiques visant le respect des droits humains par les entreprises à l'international.
Date de création	1 ^{er} juillet 2005.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance / Steelworkers Humanity Fund.
Membres	41
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Subventions privées et cotisations.

Name of coalition:	Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants (CanSFE)
	Organisme d'adhésion rassemblant plus de 100 ONG, OSC, établissements universitaires, associations de professionnel-le-s de la santé et entreprises engagés pour la santé et les droits des femmes, des enfants et des adolescent-e-s à l'échelle mondiale.
Site web:	https://canwach.ca/
Axes thématiques	Santé.
Portée géographique	Canada.
Date de création	30 novembre 2010.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme sans but lucratif enregistré.
Membres	114
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Bailleur-euses public-ques ; subventions privées ; cotisations.

Name of coalition:	Coalition pour les droits humains des peuples autochtones
	Fait la promotion de la mise en œuvre pleine et entière de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), en exhortant gouvernements, tribunaux, institutions autochtones, OSC, établissements d'enseignement et entreprises à intégrer ses normes dans lois, politiques et pratiques.
Site web:	https://www.declarationcoalition.com/
Axes thématiques	Droits humains.
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	1 ^{er} juin 2000.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistrée.
Membres	65
Activités clés	Plaidoyer ; coordination ; campagnes.
Principale source de financement	Non signalé.

Name of coalition:	Collectif québécois des féminismes en dialogue (CQFD) - AQOCI
	Grand groupe de travail au sein de l'AQOCI (et non une coalition distincte), réunissant ~50 responsables égalité des genres. Comités actifs : École féministe, Violences sexuelles et fondées sur le genre, Comité de coordination du dialogue féministe ; contributions aux rencontres hebdomadaires de l'AQOCI.
Site web:	https://aqoci.qc.ca/droits-des-femmes-et-egalite-des-genres/#cqfd
Axes thématiques	Droits humains ; égalité des genres.
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	3 mars 1984.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	AQOCI.
Membres	40
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Dons individuels (via l'AQOCI).

Name of coalition:	Coopération Canada
	Depuis 1968 (anciennement Conseil canadien pour la coopération internationale - CCCI/CCIC), fédère des OSC dédiées au développement international et à l'action humanitaire ; renforce l'impact du Canada en réunissant des leaders, en façonnant les politiques et en outillant les organisations.
Site web:	https://cooperation.ca/
Axes thématiques	Droits humains ; égalité des genres ; leadership mondial du Canada et plaidoyer en coopération internationale (aide humanitaire, transfert de pouvoir, espace civique, résilience organisationnelle des OSC).
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	12 juin 1968.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance.
Membres	106
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ;
Principale source de financement	Subventions institutionnelles ; cotisations ; subventions privées ; revenus d'événements ; autres (intérêts, offres d'emploi) ; dons individuels.

Name of coalition:	Réseau dignité
Regroupe des OSC à travers le Canada soutenant les droits humains des personnes, indépendamment de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre, et des caractéristiques sexuelles, à l'échelle mondiale. Gouverné par un conseil d'administration avec plusieurs groupes de travail.	
Site web:	https://dignitynetwork.ca/
Axes thématiques	Droits humains.
Portée géographique	Internationale.
Date de création	20 janvier 2020.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme sans but lucratif.
Membres	65
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; renforcement des capacités ; relations gouvernementales.
Principale source de financement	Dons majeurs et subventions privées ; subventions institutionnelles (AMC via partenaires) ; commandites d'événements ; cotisations.

Name of coalition:	Groupe sur la politique de sécurité alimentaire
Large groupe de travail (42 organisations à travers le Canada : ONG, universités, un membre du secteur privé). Fonctionne au consensus ; reconnu par le gouvernement comme voix clé de la société civile en sécurité alimentaire et fréquemment consulté pour les politiques. Plateforme unifiée pour promouvoir des politiques équitables et durables, au pays et à l'international.	
Site web:	N/D
Axes thématiques	Sécurité alimentaire et des systèmes alimentaires.
Portée géographique	Canada.
Date de création	1996
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistrée.
Membres	43
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Cotisations.

Name of coalition:	Initiative de planification pour l'avenir
Coalition d'organisations canadiennes plaidant pour le leadership du Canada en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR).	
Site web:	https://www.actioncanadashr.org/fpi/about
Axes thématiques	Santé ; droits humains ; égalité des genres.
Portée géographique	Canada.
Date de création	1 ^{er} janvier 2015.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistrée.
Membres	6
Activités clés	Plaidoyer.
Principale source de financement	Subventions privées.

Name of coalition:	Réseau de réponse humanitaire (RRH)
Communauté de pratique nationale de 50 organisations humanitaires canadiennes, actives dans plus de 140 pays. Formé en 1999 comme Policy Action Group on Emergency Response ; revue stratégique majeure en 2023 menant au premier plan stratégique (2024–2029).	
Site web:	https://humanitarianresponse.ca/
Axes thématiques	Humanitaire.
Portée géographique	Internationale.
Date de création	1 ^{er} janvier 1999.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistrée / hébergée par Coopération Canada (soutien de secrétariat et lien avec des initiatives clés de politiques et plaidoyer).
Membres	49
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Subventions institutionnelles (p. ex., AMC/CRDI).

Name of coalition:	Coalition humanitaire
Rassemble des organismes d'aide de premier plan pour offrir aux Canadien-ne-s un moyen simple et efficace de contribuer lors de catastrophes humanitaires internationales. Mise en commun pour lever des fonds en mobilisant médias, entreprises et public.	
Site web:	https://www.humanitariancoalition.ca/
Axes thématiques	Aide humanitaire internationale (catastrophes naturelles et crises d'origine humaine).
Portée géographique	Internationale.
Date de création	2 octobre 2009.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Fondation publique.
Membres	12
Activités clés	Plaidoyer ; coordination ; campagnes.
Principale source de financement	AMC ; dons individuels ; cotisations ; subventions d'entreprises et fondations.

Name of coalition:	Groupe pour la politique humanitaire et le plaidoyer (GPHP)
Groupe de travail inter-agences facilitant coordination, discussion et consultation au sein du secteur humanitaire et avec AMC sur les priorités et défis communs en politiques et plaidoyer humanitaires.	
Site web:	https://cooperation.ca/humanitarian-assistance/
Axes thématiques	Politiques et plaidoyer humanitaires (y compris santé, climat, droits humains et égalité).
Portée géographique	Internationale.
Date de création	S. o.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistré / appui de coordination par Coopération Canada.
Membres	28
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination.
Principale source de financement	Soutien organisationnel et administratif via une personne salariée du HRN ; pas de financement propre ni de cotisations ; mobilisation d'occasions financées par Coopération Canada/HRN, au besoin.

Name of coalition:	Groupe informel de politiques du droit des femmes
Collectif non enregistré d'organisations et de personnes engagé-e-s pour l'égalité des genres en contextes national et international. Environ 25 membres actif-ve-s et plus de 200 abonné-e-s à la liste d'envoi ; plaidoyer, apprentissage, coordination et campagnes sans adhésion formelle ni financement externe.	
Site web:	N/D
Axes thématiques	Égalité des genres.
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	3 février 2015.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistré (collectif informel).
Membres	25 actif-ve-s ; 200 à la liste.
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes.
Principale source de financement	Fonctionnement bénévole, aucun financement.

Name of coalition:	Réseau de coordination des conseils (RCC)
Coalition des huit conseils provinciaux et régionaux pour la coopération internationale. Conseils indépendants, à base associative, engagés pour la justice sociale mondiale ; représentent plus de 350 OSC à travers le Canada.	
Site web:	https://icn-rcc.ca/
Axes thématiques	Engagement du public.
Portée géographique	Canada.
Date de création	2006
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistré
Membres	8 conseils.
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ; renforcement des capacités ; recherche.
Principale source de financement	AMC.

Name of coalition:	Groupe international de surveillance des libertés civiles (GISLC)
Coalition nationale d'OSC canadiennes créée après l'adoption de la Loi antiterroriste de 2001, pour protéger et promouvoir droits humains et libertés civiles dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme ». Réunit 45 ONG, syndicats, associations professionnelles, groupes confessionnels, environnementaux et de défense des droits, ainsi que des groupes représentant des communautés immigrantes et réfugiées au Canada.	
Site web:	https://iclmg.ca/
Axes thématiques	Droits humains.
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	1 ^{er} mai 2002.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistré / MiningWatch Canada.
Membres	44
Activités clés	Plaidoyer ; coordination ; campagnes.
Principale source de financement	Cotisations ; contributions d'organisations non membres ; dons individuels ; subventions/fondations privées.

Name of coalition:	Kentro Christian Network
Anciennement Canadian Christian Relief and Development Association ; d'abord groupe de travail du Canadian Centre for Christian Charities (1984), puis organisation autonome (2007). Point de convergence pour agences et personnes chrétiennes canadiennes actives en secours et développement international – entraide, coopération, partage d'expertise et d'expérience.	
Site web:	https://kentronekwork.ca/
Axes thématiques	Divers (autres)
Portée géographique	Réseau d'organisations enregistrées au Canada, actives au pays et à l'international.
Date de création	janvier 1981.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance.
Membres	59
Activités clés	Coordination.
Principale source de financement	Cotisations et contributions ; événements ; dons ; fondations privées.

Name of coalition:	Groupe de travail du développement mené localement
	Espace d'exploration du passage de la « localisation » au développement véritablement mené localement, autour des questions de pouvoir, d'équité et de partenariat entre actrices et acteurs du Nord et du Sud. Valeur en émergence ; espace important pour la réflexion des OSC canadiennes, l'engagement significatif avec AMC sur des lignes directrices en évolution et l'apprentissage international entre pairs en matière de partenariat équitable.
Site web:	N/D
Axes thématiques	Réforme des dynamiques de pouvoir dans les relations OSC canadiennes – partenaires du Sud.
Portée géographique	Internationale.
Date de création	N/D
Registration status/host organization:	Non enregistré / Coopération Canada (hôte) ; co-facilitation par Brian Tomlinson et Marlen Mondaca (Kinvia).
Membres	1 (groupe naissant).
Activités clés	Apprentissage ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Aucun.

Name of coalition:	Manitoba Council for International Cooperation (MCIC)
	Vise un monde juste ; soutient, relie et amplifie les efforts de ses membres et partenaires tout en mobilisant la population manitobaine pour la durabilité mondiale. Plan stratégique 2018–2025 guidé par les Principes d'Istanbul et les ODD.
Site web:	https://www.mcic.ca/
Axes thématiques	Engagement du public ; renforcement des capacités ; financement de projets internationaux d'OSC (gouvernement du Manitoba) ; financement des PMO (au nom du RCC/ICN pour le gouvernement du Canada).
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	19 avril 1974.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance ; fondation publique.
Membres	42
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ; renforcement des capacités ; engagement du public ; financement.
Principale source de financement	Subventions institutionnelles (AMC/CRDI, etc.).

Name of coalition:	Communauté de pratique sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (MEAL)
---------------------------	--

Communauté de pratique coordonnée par Salanga, née d'une initiative financée par le CRDI ; devenue un réseau non financé, mené par la communauté. Réunit praticien·ne·s d'ONG, d'organismes publics et du monde académique pour échanger des outils, résoudre des défis de suivi-évaluation et partager l'apprentissage en MEAL. Rencontres virtuelles régulières, pratiques et inclusives, pour améliorer les programmes fondés sur des données probantes.

Site web:	https://salanga.org/ (host organization)
Axes thématiques	Suivi, évaluation, redevabilité, recherche, apprentissage
Portée géographique	Canada.
Date de création	S. o.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistré / Salanga héberge et coordonne les rencontres (tout en virtuel).
Membres	100
Activités clés	Apprentissage ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Aucun.

Name of coalition:	Multisectoral Nexus Working Group
---------------------------	--

Initiative hébergée par Acted Canada pour favoriser la collaboration entre actrices et acteurs humanitaires, du développement et de la consolidation de la paix ; promotion d'approches intégrées et de partenariats innovants face aux défis globaux.

Site web:	https://www.acted.ca/ (hôte)
Axes thématiques	Programmation « triple nexus » (réponse humanitaire – développement durable – paix et stabilisation).
Portée géographique	Canada.
Date de création	1 ^{er} mars 2023.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Non enregistré / Acted Canada (hôte et co-présidence).
Membres	35
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Aucun financement externe ; fonctionnement basé sur les contributions volontaires des membres ; absence de cotisations.

Name of coalition:	Northern Council for Global Cooperation (NCGC)
Organisme sans but lucratif basé à Whitehorse (territoire traditionnel du Conseil des Kwanlin Dün et du Conseil Ta'an Kwäch'än). Crée des voies d'engagement pour les personnes et organisations qui participent aux mouvements mondiaux pour la justice sociale ; remet en question les paradigmes implicites, relie histoire, présent et avenir.	
Site web:	https://www.ncgc.ca/
Axes thématiques	Santé ; climat ; droits humains ; égalité des genres ; droits autochtones.
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	1 ^{er} janvier 1988.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance.
Membres	N/D.
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	Non signalé.

Name of coalition:	Ontario Council for International Cooperation (OCIC)
Communauté grandissante d'organisations, d'institutions et de personnes en Ontario, axée sur la coopération internationale et la citoyenneté mondiale, engagées pour la justice sociale, la dignité humaine et la participation pour toutes et tous.	
Site web:	https://ocic.on.ca/
Axes thématiques	Droits humains ; égalité des genres ; ODD ; engagement des Canadien-ne-s ; appui au renforcement des capacités.
Portée géographique	Canada.
Date de création	14 juin 1988.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme sans but lucratif (constitution fédérale : juillet 2024).
Membres	41
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	AMC ; cotisations ; dons ; autres.

Name of coalition:	Saskatchewan Council for International Cooperation (SCIC)
Coalition d'organisations et de personnes œuvrant à l'avancement du développement durable mondial ; formée en 1974 par des organismes de développement et de secours actifs en Saskatchewan.	
Site web:	https://www.saskcic.org/
Axes thématiques	Climat ; droits humains ; égalité des genres ; ODD.
Portée géographique	Canada.
Date de création	1 ^{er} septembre 1974.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme de bienfaisance.
Membres	35
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; renforcement des capacités.
Principale source de financement	98 % bailleur-euses public-ques.

Name of coalition:	Réseau Femmes, Paix et Sécurité Canada (RFPS-C)
Appuie et surveille la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (notamment RCSNU 1325, 1889, 1820, 1888, 1960, 2122). Le gouvernement du Canada ayant adopté un Plan d'action national pour leur mise en œuvre, le WPSN-C mobilise la société civile et l'État pour en assurer l'application.	
Site web:	https://wpsn-canada.org/
Axes thématiques	Femmes, paix et sécurité.
Portée géographique	Canada et international.
Date de création	12 janvier 2012.
Statut d'enregistrement / organisme hôte	Organisme sans but lucratif.
Membres	68
Activités clés	Plaidoyer ; apprentissage ; coordination ; campagnes.
Principale source de financement	Cotisations ; contrats avec le gouvernement (AMC).



Contact : Coopération Canada

123 rue Slater, Suite 800
Ottawa, Ontario, K1P 5G4
613-241-7007

Pour de plus amples informations sur Coopération Canada :
info@cooperation.ca

Numéro d'enregistrement d'organisme de bienfaisance de Coopération
Canada : #12971 6866 RR0001

Reconnaissance de la terre:

Coopération Canada reconnaît l'oppression et la colonisation historiques et continues de tous les peuples, cultures et terres autochtones dans ce que nous appelons aujourd'hui le Canada. Le territoire sur lequel se trouve le bureau de Coopération Canada est le territoire traditionnel non cédé du peuple Algonquin Anishnaabe. Nous croyons que la justice sociale au Canada et dans le monde dépend de la réconciliation avec tous les peuples autochtones, y compris les Premières nations, les Métis et les Inuits, qui sont les premiers gardiens de la terre que nous sommes reconnaissant·e·s de partager.

Tous droits réservés.

© Coopération Canada 2025

www.cooperation.ca

